



**PRÉFET
DE L'AISNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

PRÉFECTURE - CABINET

SERVICE INTERMINISTÉRIEL DE DÉFENSE

ET DE PROTECTION CIVILE

ORSEC DISPOSITIF SPÉCIFIQUE

« GESTION SANITAIRE DES VAGUES DE CHALEUR »

SOMMAIRE

Arrêté préfectoral	p. 3
Tableau de mise à jour	p. 4
Glossaire	p. 5
PARTIE I - DOCTRINE	
A - Préambule	p. 7
B - Les vagues de chaleur : définition, prévision, activation	p. 7
C - Les impacts sanitaires des vagues de chaleur et les populations concernées	p. 9
D - Les recommandations sanitaires	p. 11
E - Les acteurs territoriaux concernés	p. 12
PARTIE II – MESURES DE GESTION SANITAIRE	
A - En amont de la période de veille saisonnière	p. 15
B - En période de de veille saisonnière (1 ^{er} juin au 15 septembre)	p. 15
C - Survenue d'une vague de chaleur (hors vigilance rouge)	p. 16
D - Survenue d'une canicule extrême (vigilance rouge)	p. 17
E - Après la période de vagues de chaleur : retour d'expérience	p. 20
F - Le dispositif national d'appui et de conduite de crise sanitaire	p. 20
G - En synthèse	p. 21
PARTIE III – FICHES MISSIONS – FICHES D'AIDE À LA DÉCISION	
Fiche 1 : alerte et échange d'informations	p. 23
FICHES MISSIONS	
Fiche 2 : préfet	p. 24
Fiche 3 : agence régionale de santé	p. 26
Fiche 4 : direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités : travail	p. 27
Fiche 5 : direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités : cohésion sociale	p. 28
Fiche 6 : directions des services de l'Éducation Nationale	p. 29
Fiche 7 : maires	p. 30
Fiche 8 : conseil départemental	p. 32
Fiche 9 : responsables des établissements de santé	p. 33
Fiche 10 : responsables d'établissements médico-sociaux	p. 34
Fiche 11 : services d'aide et d'accompagnement à domicile (SAAD)	p. 35
Fiche 12 : responsables des structures d'accueil de mineurs	p. 36
Fiche 13 : associations dont associations agréées de sécurité civile (AASC)	p. 37
Fiche 14 : organisateurs de manifestations sportives	p. 38
Fiche 15 : employeurs	p. 39
Fiche 16 : responsables de structures d'hébergement	p. 40
FICHES D'AIDE A LA DÉCISION	
Fiche 17 : fermeture des écoles primaires	p. 41
Fiche 18 : report, annulation ou interdiction de manifestations sportives	p. 42
Fiche 19 : fermeture des accueils collectifs de mineurs	p. 43

**Arrêté n° CAB-2022/ 448 portant approbation de la disposition spécifique
ORSEC « gestion sanitaire des vagues de chaleur »**

**Le Préfet de l'Aisne,
Chevalier de la Légion d'Honneur
Chevalier de l'Ordre National du Mérite**

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu le code de la santé publique ;

Vu l'instruction interministérielle n°2021/99 du 7 mai 2021 relative à la gestion sanitaire des vagues de chaleur en France métropolitaine ;

Vu le guide national de gestion sanitaire des vagues de chaleur ;

Sur proposition de M. le Sous-Préfet, directeur de cabinet,

- A R R E T E -

Article 1^{er} :

La disposition spécifique du plan ORSEC départemental relative à la gestion sanitaire des vagues de chaleur, annexée au présent arrêté, est approuvée.

Article 2 :

Le sous-préfet, directeur de cabinet, les sous-préfets d'arrondissement, le délégué militaire départemental, le directeur départemental de la sécurité publique, le commandant de groupement de la gendarmerie départementale, les procureurs de la République près les tribunaux judiciaires de Laon, Saint-Quentin et Soissons, ainsi que les chefs de services déconcentrés concernés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'application du présent arrêté, qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de l'Aisne.

À Laon, le **15 JUIN 2022**



GLOSSAIRE

AASC	associations agréées de sécurité civile
ARS	agence régionale de santé
CADA	centre d'accueil de demandeurs d'asile
CCAS	centre communal d'action sociale
CCS	centre de crise sanitaire
CDOS	comités départementaux olympiques et sportifs
CHRS	centre d'hébergement et de réinsertion sociale
COGIC	centre opérationnel de gestion interministérielle des crises
CORRUSS	centre opérationnel de régulation et de réponse aux urgences sanitaires et sociales
CROS	comités régionaux olympiques et sportifs
DDETS	direction départementale de l'emploi, du travail et des solidarités
DDI	direction départementale interministérielle
DREETS	direction régionale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités
DSDEN	direction des services départementaux de l'Éducation Nationale
ESMS	établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux
IA-DASEN	inspecteur d'académie – directeur académique des services de l'Éducation Nationale
MF	Météo France
ORSAN	organisation de la réponse sanitaire
ORSEC	organisation de la réponse de sécurité civile
SDEJS	service départemental à la jeunesse, à l'engagement et aux sports
SDIS	service départemental d'incendie et de secours
SIAO	service intégré d'accueil et d'orientation
SPASAD	service polyvalent d'aide et de soins à domicile
SPF	Santé Publique France
SSAD	service de soins et d'aide à domicile
SSIAD	services de soins infirmiers à domicile

PARTIE I

-

DOCTRINE

A - PRÉAMBULE

L'augmentation de la fréquence et de l'intensité des vagues de chaleur, ainsi que l'extension spatiale et temporelle de leur survenue sont une des conséquences les plus emblématiques et les plus perceptibles du changement climatique.

En France métropolitaine, ces changements sont déjà documentés. Dans ses scénarios les plus pessimistes, Météo France prévoit que des canicules plus intenses et d'une durée cinq fois plus longues que celle de 2003 pourraient survenir.

Dans un horizon proche (2021-2050), les projections en métropole montrent une hausse des températures moyennes, et mettent en évidence la survenue de vagues de chaleur plus fréquentes, plus longues et plus intenses, pouvant survenir dès le mois de mai et jusqu'en octobre.

Or, la chaleur a un impact très rapide sur l'état de santé des populations exposées, et tout particulièrement celui des populations vulnérables à la chaleur qui peut se dégrader rapidement. Il est probable que la plus grande occurrence des vagues de chaleur, ainsi que le risque accru de survenue de canicules extrêmes se traduiront par une augmentation du nombre de recours aux soins pour pathologies liées à la chaleur, voire du nombre de décès prématurés causés par la chaleur, non seulement parmi les populations vulnérables à la chaleur, mais aussi plus largement au sein de l'ensemble de la population exposée.

La préparation et la mise en œuvre de mesures d'urgence lors de la survenue de vagues de chaleur, y compris lors de la survenue de canicules extrêmes, relève des acteurs locaux, qui agissent de façon coordonnée sous la supervision du préfet de département. En conséquence, la préparation et la gestion sanitaire des vagues de chaleur doivent dorénavant reposer sur une disposition spécifique ORSEC gestion sanitaire des vagues de chaleur qui se substitue au plan national canicule.

En complément, un dispositif national d'appui et de conduite de crise sanitaire renforce la coordination des différents ministères concernés par la gestion des impacts sanitaires des vagues de chaleur, et structure leurs actions, y compris en matière de communication. Il associe étroitement Santé Publique France et Météo France.

B – LES VAGUES DE CHALEUR : DÉFINITION, PRÉVISION, ACTIVATION

DÉFINITION

Le terme « vagues de chaleur » est un terme générique qui désigne une période au cours de laquelle les températures peuvent entraîner un risque sanitaire pour la population. La possibilité de survenue d'une vague de chaleur est plus particulièrement renforcée au cours de la période de veille saisonnière, qui s'étend du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année.

Pour le département de l'Aisne, les indicateurs biométéorologiques (IBM) sont : **Min = 18°C / Max = 33°C**.

Le terme « vagues de chaleur » recouvre les situations suivantes :

- **pic de chaleur** : chaleur intense de courte durée (un ou deux jours) présentant un risque sanitaire pour les populations fragiles ou surexposées, notamment du fait de leurs conditions de travail ou de leur activité physique ; il peut être associé au niveau de **vigilance météorologique jaune** ;
- **épisode persistant de chaleur** : températures élevées (IBM¹ proches ou en dessous des seuils départementaux) qui perdurent dans le temps (supérieur à trois jours) ; ces situations constituant un risque sanitaire pour les populations fragiles ou surexposées, notamment du fait de leurs conditions de travail ou de leur activité physique ; il peut être associé au niveau de **vigilance météorologique jaune** ;

(1) IBM : indice biométéorologique : combinaison des températures minimales et maximales moyennées sur trois jours

- **canicule** : période de chaleur intense pour laquelle les IBM atteignent ou dépassent les seuils départementaux pendant trois jours et trois nuits consécutifs et susceptible de constituer un risque sanitaire notamment pour les populations fragiles ou surexposées. Elle est associée au niveau de **vigilance météorologique orange** ;
- **canicule extrême** : canicule exceptionnelle par sa durée, son intensité, son étendue géographique, à forts impacts non seulement sanitaires mais aussi sociétaux. Elle est associée au niveau de **vigilance météorologique rouge**.

PRÉVISION : LE DISPOSITIF MÉTÉO FRANCE

La prévision de survenue d'une vague de chaleur s'appuie sur le dispositif de vigilance météorologique mis en place par Météo France dans le cadre général de la vigilance et d'alerte météorologique. Ce dispositif est destiné à avertir les autorités publiques mais aussi la population de la possibilité de survenue de phénomènes météorologiques. Il permet également de diffuser des recommandations de comportement à la population.

Ce dispositif se matérialise sous la forme d'une carte nationale de vigilance, et d'un bulletin de suivi, qui sont réactualisés 2 fois par jour (6 et 16 heures), et sont accessibles sur le site de Météo-France : <https://vigilance.meteofrance.fr>.

La carte nationale de vigilance comporte :

- une carte de synthèse par département représente le niveau de danger maximum, tous phénomènes confondus ;
- une carte dédiée au phénomène canicule, avec un thermomètre positionné en titre, indique pour chaque département le niveau de danger pour le phénomène canicule. La mention « hors période canicule » apparaît dans la vignette en dehors de la période de production.

Concernant les vagues de chaleur, la surveillance météorologique est renforcée pour le phénomène canicule du 1er juin au 15 septembre de l'année (veille saisonnière). Le phénomène canicule est identifié par le pictogramme qui apparaît sur la carte au niveau de la vignette canicule et sur la diffusion internet pour chaque département concerné.

ACTIVATION

Activation d'un niveau de la vigilance : le choix du passage d'un niveau de vigilance météorologique à un autre (à l'exception du niveau rouge) relève de l'expertise de Météo-France. Concernant la vigilance rouge, en l'état actuel des connaissances et de la robustesse des systèmes d'exploitation disponibles, le principe général pour évaluer l'opportunité de placer un département en vigilance rouge canicule est basé sur :

- le caractère météorologique inhabituel de la vague de chaleur touchant le département concerné ;
- le risque sanitaire attendu en termes de morbidité et de surmortalité ainsi que sur l'impact sanitaire potentiel sur d'autres catégories de population que les seules populations vulnérables.

Le **classement en vigilance météorologique rouge** ne peut concerner qu'un département déjà placé en vigilance orange et résulte :

- d'un croisement de dires d'experts météorologues (qui s'attache au plan météorologique à évaluer le caractère inhabituel pour chaque département de la vague de chaleur en cours ou prévue) et d'experts épidémiologistes (risque sanitaire attendu en termes de surmortalité et catégories de population potentiellement impactées),
- d'un échange entre les experts météorologues, épidémiologistes et les autorités sanitaires nationales, explicitant le caractère inhabituel des températures, les risques attendus d'un point de vue sanitaire et les catégories de population potentiellement concernées. Cet échange peut aboutir à la prise de décision d'activation du niveau rouge de la vigilance météorologique, en prenant également en considération d'éventuels éléments de contexte particulier (migrations estivales, manifestations sportives de grande ampleur, la saturation du système de soins, etc.) lorsque les analyses conduisent à envisager un niveau proche du rouge.

LES IMPACTS SANITAIRES DIRECTS

L'effet de la chaleur sur l'organisme est immédiat, et survient dès les premières augmentations de température (niveau de vigilance météorologique jaune). Lorsqu'il est exposé à la chaleur, le corps humain active des mécanismes de thermorégulation qui lui permettent de compenser l'augmentation de la température (transpiration, augmentation du débit sanguin au niveau de la peau par dilatation des vaisseaux cutanés, etc.). Il peut cependant arriver que ces mécanismes de thermorégulation soient débordés et que des pathologies liées à la chaleur se manifestent, dont les principales sont les maux de tête, les nausées, les crampes musculaires, la déshydratation. Le risque le plus grave est le coup de chaleur, qui peut entraîner le décès. Outre ces risques, l'hyponatrémie représente une complication grave, souvent méconnue. Il s'agit d'une diminution de la concentration de sel dans le sang, qui peut être la conséquence notamment d'un apport excessif d'eau.

Les populations vulnérables à la chaleur

Les personnes fragiles, dont l'état de santé, l'évènement de vie ou l'âge les rend plus à risque :

- personnes âgées ;
- femmes enceintes ;
- enfants de moins de six ans ;
- personnes souffrant de maladies chroniques ;
- personnes en situation de handicap ;
- personnes sous traitement médical pouvant majorer les effets de la chaleur ou gêner l'adaptation de l'organisme.

Les populations surexposées, dont les conditions de vie ou de travail, le comportement ou l'environnement les rendent plus à risque :

- personnes précaires, sans abri, vivant en squat, campements, bidonvilles et aires d'accueil non équipées, personnes vivant dans des conditions d'isolement ;
- personnes vivant dans des logements mal isolés thermiquement ou en milieu urbain dense, a fortiori s'il existe des îlots de chaleur ;
- travailleurs exposés à la chaleur, à l'extérieur ou à une ambiance chaude à l'intérieur ;
- sportifs, notamment de plein air (efforts intenses et prolongés) ;
- populations exposées à des épisodes de pollution de l'air ambiant ;
- détenus.

Plus l'intensité de la chaleur va augmenter, plus la taille et les catégories de populations impactées vont s'accroître : tous, y compris les jeunes et les adultes en bonne santé, peuvent alors être concernés.

Définitions	Vigilance météorologique correspondante	Populations susceptibles d'être impactées
Pic de chaleur : chaleur intense de courte durée (un ou deux jours) Épisode persistant de chaleur : températures proches ou en dessous des seuils départementaux et qui perdurent dans le temps (supérieure à trois jours).	jaune	<p>Populations fragiles : personnes âgées, enfants en bas âge, personnes prenant certains médicaments, personnes en situation de handicap.</p> <p>Populations surexposées : personnes sans abri, travailleurs surexposés à la chaleur, populations en habitat surexposé à la chaleur, sportifs, notamment de plein air</p> <p>Ensemble de la population exposée</p>
Canicule : période de chaleur intense pour laquelle les températures dépassent les seuils départementaux pendant trois jours et trois nuits consécutifs.	orange	
Canicule extrême : canicule exceptionnelle par sa durée, son intensité, son étendue géographique, à fort impact sanitaire, avec apparition d'effets collatéraux.	rouge	

Le dispositif de surveillance sanitaire

Les conséquences sanitaires d'une exposition à la chaleur se traduisent d'une part par l'augmentation du recours aux soins d'urgence pour pathologies liées à la chaleur, et d'autre part par une augmentation de la mortalité observée.

À titre d'exemple, les 3 vagues de chaleur de l'été 2020 ont engendré 1 924 décès en excès, et concentrent 15 % des passages aux urgences ainsi que 21 % des consultations SOS médecin. En comparaison, les canicules des étés 2003, 2006, 2015, 2018 et 2019 avaient été à l'origine respectivement de 15 000, 2 100, 1 739, 1 480 et 1 462 décès supplémentaires. Ainsi, entre 1974 et 2020, 39 297 décès en excès ont été observés pendant ces canicules, dont 15 257 en 2003.

Le système de surveillance syndromique appelé SurSaUD® (Surveillance Sanitaire des Urgences et des Décès), qui est piloté par Santé Publique France, collecte, surveille et analyse des indicateurs qui permettent d'estimer un impact sanitaire à partir de quatre sources d'informations qui sont :

- les données des services d'urgences hospitaliers adhérant au réseau OSCOUR® (organisation de la surveillance coordonnée des urgences) ;
- les données du réseau SOS Médecins ;
- les données de mortalité des services d'état-civil, transmises par l'Insee ;
- les données de la surveillance des causes de mortalité via la certification électronique (CépiDc de l'INSERM).

Pendant la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre), au cours de laquelle la probabilité de survenue d'une vague de chaleur est plus particulièrement prégnante :

- la surveillance et l'analyse des indicateurs de morbidité (réseau OSCOUR® et réseau SOS médecins) permettent de mesurer l'impact sanitaire immédiat de la vague de chaleur. En cas d'impact sanitaire majeur, l'Agence Régionale de Santé (ARS) pourra mettre en œuvre le dispositif ORSAN, visant l'adaptation de l'organisation de l'offre de soins et portant sur les trois secteurs de l'ambulatoire, du sanitaire et du médico-social ;
- en complément, les données de mortalité, qui ne peuvent pas être utilisées au décours immédiat d'une vague de chaleur, sont analysées en fin de saison pour en faire le bilan. Les ARS tiennent à disposition du préfet les informations relatives aux impacts sanitaires directs des vagues de chaleur.

LES IMPACTS SANITAIRES INDIRECTS

L'augmentation de température a pour corollaire une augmentation des risques sanitaires indirects.

Risques de noyades

En France, les noyades accidentelles sont responsables chaque année d'environ 1 000 décès, dont environ 400 pendant la période estivale, ce qui en fait la première cause de mortalité par accident de la vie courante chez les moins de 25 ans. L'enquête NOYADES, réalisée tous les 3 ans pendant l'été par Santé publique France, montre que le nombre quotidien de noyades accidentelles varie selon la température, avec davantage de noyades pendant les périodes de fortes chaleurs.

Durant l'été 2018, classé par Météo France comme le deuxième été le plus chaud depuis 1900, le nombre de noyades accidentelles estivales recensées par l'enquête NOYADES a été le plus important de l'ensemble des enquêtes, même si ces noyades ont été moins fréquemment suivies de décès. Ainsi, 1 649 noyades accidentelles estivales ont été observées en 2018 contre une moyenne de 1 232 pour les six précédentes enquêtes de 2003 à 2015.

Au plus fort de la canicule de 2018, les effets cumulés liés aux jours et à la température ont produit un pic de 89 noyades observées le premier week-end d'août (5-6 août). Dans le même sens, lors de la période de canicule du 6 au 13 août 2020, la surveillance des passages aux urgences via le réseau OSCOUR® montre une hausse des passages aux urgences pour noyades de 22 % par rapport à la même période de 2018 et 2019.

Augmentation des maladies respiratoires ou cardio-vasculaires

Elles sont liées à la pollution atmosphérique, dont l'ozone. Les températures élevées favorisent la production d'ozone, ce polluant est donc particulièrement présent en été, lors des journées chaudes et ensoleillées. Des études menées dans 18 villes françaises ont montré que le risque de décès associé à l'ozone et aux particules fines était plus important les jours chauds. Il y a ainsi une synergie entre les effets des polluants et la température.

LES IMPACTS DE LA SURVENUE D'UNE CANICULE EXTREME

La vigilance rouge canicule est déclenchée quand le territoire fait face à une canicule, dite extrême, exceptionnelle par sa durée, son intensité ou son étendue géographique. Cela se caractérise par des températures diurnes et nocturnes extrêmement élevées, parfois supérieures à celles enregistrées en 2003. Dans ces conditions, la vague de chaleur est susceptible à la fois d'avoir un impact sanitaire élevé mais également de perturber la continuité des activités sociales et économiques.

Sur le plan sanitaire, le niveau de vigilance rouge se distingue du niveau orange par le fait que la canicule peut avoir un effet sanitaire sur l'ensemble de la population exposée si les recommandations sanitaires ne sont pas suivies par celle-ci. Lors d'une vigilance orange, ce sont principalement les populations sensibles (nourrissons, personnes âgées ou en situation de dépendance - notamment à domicile, femmes enceintes) ou les personnes surexposées à la chaleur (personnes précaires, travailleurs en extérieur) qui sont les plus touchées. Sur le plan sociétal, la vigilance rouge implique d'accentuer les mesures de protection des populations, en prévoyant des mesures d'aménagement et de restriction d'activités. Lors d'une vigilance orange, les mesures sont principalement des mesures de sensibilisation et d'adaptation.

D – LES RECOMMANDATIONS SANITAIRES

Le Haut Conseil de la Santé Publique (HCSP) a émis des recommandations sanitaires qui ont notamment pour objectif de préparer la population à la survenue d'une vague de chaleur et, le cas échéant, de limiter son impact sanitaire. Ces recommandations sont rédigées sous la forme de fiches disponibles sur le site internet du HCSP : <https://www.hcsp.fr/explore.cgi/avisrapportsdomaine?clefr=418>.

Destinées en première instance aux populations vulnérables et au grand public, ces fiches comportent des informations générales sur le danger de la chaleur, les signes d'une atteinte à la santé et les moyens de s'en prémunir. Ces fiches sont également destinées aux différents professionnels de santé concernés (médecins généralistes, pharmaciens, etc.), ainsi qu'aux professionnels intervenant auprès des populations vulnérables (enfants, personnes âgées, sans abri, etc.) ou encore aux acteurs de collectivités (personnel d'établissements pour personnes âgées, personnels d'établissement d'accueil de jeunes enfants, organisateurs de manifestations sportives, employeurs, centres de rétention administrative et établissements pénitentiaires, etc.).

Par ailleurs, des recommandations relatives au bon usage du médicament en cas de vague de chaleur sont émises par l'Agence Nationale de Sécurité du Médicament et des produits de santé (ANSM). Elles sont disponibles sur le site internet de l'ANSM : <https://ansm.sante.fr/dossiers-thematiques/conditions-climatiques-extremes-et-produits-de-sante>. Des informations relatives à la conservation des produits de santé en cas de vague de chaleur y sont également consultables.

L'ensemble de ces recommandations sont également accessibles sur le site de Santé Publique France : <https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/climat/fortes-chaieurscanicule>.

E – LES ACTEURS TERRITORIAUX CONCERNÉS

Bien que les populations vulnérables soient les premières concernées dès la survenue d'un pic de chaleur, plus l'intensité de la chaleur augmente, plus la taille et les catégories de populations concernées vont augmenter, jusqu'à concerner l'ensemble de la population exposée, y compris les jeunes et les adultes en bonne santé.

Aussi, les acteurs concernés dans chaque département par la préparation et la gestion sanitaire des vagues de chaleur sont-ils nombreux et variés (liste non exhaustive) :

- les collectivités territoriales,
- les directions départementales interministérielles,
- la direction des services départementaux de l'éducation nationale et le rectorat,
- l'agence régionale de santé,
- les établissements sanitaires, sociaux et médico-sociaux,
- le conseil départemental,
- les organismes de protection sociale,
- les services d'aide à domicile et d'aide et à la personne,
- les associations agréées de sécurité civile,
- le service départemental d'incendie et de secours,
- les représentants des structures pénitentiaires,
- les opérateurs funéraires,
- les organisateurs d'évènements sportifs,
- les comités régionaux olympiques et sportifs et comités départementaux olympiques et sportifs,
- les gestionnaires d'infrastructures de transports et de distribution d'énergie,
- les personnes responsables de la production et de la distribution d'eau potable,
- les autorités organisatrices des mobilités et des transports (selon les cas : communes, agglomérations, régions, État) en charge des déplacements et des transports,
- les opérateurs de transports et les autorités organisatrices des mobilités,
- les gestionnaires de structures d'hébergement et de logements adaptés,
- les acteurs de la veille sociale (maraudes, équipes de médiation santé, 115, Samu sociaux, accueils de jour, etc.),
- les gestionnaires de services intégrés d'accueil et d'orientation.

Il appartient au préfet de département d'identifier l'ensemble des acteurs territoriaux concernés, et de les associer non seulement à l'élaboration de la disposition spécifique ORSEC « gestion sanitaire des vagues de chaleur », mais aussi à sa mise en œuvre le cas échéant.

Dans la phase d'élaboration de la disposition spécifique, les rôles et missions de chacun des acteurs seront conjointement définis, ce qui permettra à chacun de structurer ou adapter en conséquence son organisation interne :

- recensement des moyens humains et matériels disponibles à minima du 1er juin au 15 septembre, qui correspond à la période de survenue la plus probable des vagues de chaleur ;
- identification des populations, notamment les populations vulnérables, selon ses missions ou champ de compétence ;
- identification des actions et des mesures qu'il lui revient de conduire en fonction de la situation, ainsi que les modalités de cette mise en œuvre ;
- structuration de l'organisation interne visant la mise en œuvre des moyens requis pour l'accomplissement des missions et actions identifiées, dès lors que la situation le nécessite ou que le préfet l'a demandé ;
- définition des indicateurs et des moyens de surveillance de la situation et de son évolution, compte tenu des mesures mises en œuvre ;

- définition des modalités d'échanges d'informations et de reporting envers le préfet de département, ainsi qu'à destination des administrations centrales le cas échéant.

Par ailleurs, une fois structurée, cette organisation interne doit être régulièrement évaluée et testée par chacun des acteurs concernés (notamment au travers d'exercices), puis adaptée en tant que de besoin. Ce travail d'élaboration conjoint, mené sur la base des organisations internes de chaque acteur, permet au préfet de vérifier que chaque acteur concerné est opérationnel, et de conforter ainsi l'organisation départementale élaborée dans le cadre de la disposition spécifique ORSEC « gestion sanitaire des vagues de chaleur ».

Les coordonnées des différents services concernés sont disponibles dans l'annuaire ORSEC détenu par le SIDPC.

PARTIE II
–
MESURES DE GESTION SANITAIRE

Les mesures prises par les acteurs le sont directement en fonction de l'intensité et de la dangerosité du phénomène, sans qu'elles ne soient qualifiées par un chiffre ou une appellation spécifique (par exemple « mobilisation maximale »).

A - EN AMONT DE LA PERIODE DE VEILLE SAISONNIÈRE

La survenue de vagues de chaleur doit faire l'objet d'une préparation de l'ensemble des acteurs territoriaux concernés, de façon coordonnée et pilotée par le préfet de département, et ce, en amont de la période de leur survenue la plus probable (veille saisonnière).

Durant cette phase de préparation, il s'agit de vérifier que chacun est bien organisé et en mesure de mettre en œuvre les actions qui lui incombent en fonction de l'évolution de la situation, telles que prévues dans la disposition spécifique ORSEC « gestion sanitaire des vagues de chaleur ». Le préfet s'assure que tel est bien le cas, en réunissant l'ensemble des acteurs territoriaux concernés préalablement au début de chaque saison estivale.

Il s'assure également à cette occasion que les circuits d'échanges d'information entre les acteurs sont opérationnels. En effet, le partage des informations entre les différents acteurs et leur centralisation au niveau du préfet de département sont essentiels : le préfet veille donc à la mise en place d'un circuit d'échange d'informations avec les acteurs concernés, qui doit être systématisé et faire l'objet d'une procédure.

B - EN PERIODE DE VEILLE SAISONNIÈRE (1^{ER} JUIN AU 15 SEPTEMBRE)

Le préfet

Il assure la veille de la vigilance météorologique (consultation des informations du site dédié de Météo France deux fois par jour) et transmet les informations météorologiques via les moyens habituels, à l'ensemble des acteurs concernés. Ceux-ci répercutent l'information dans leurs organisations et font remonter toute information utile au préfet.

Les niveaux précédemment utilisés sont abandonnés au profit d'une sémantique simplifiée :

- en cas de vigilance orange : les autorités parleront d'ALERTE CANICULE ;
- en cas de vigilance rouge : les autorités parleront d'ALERTE CANICULE EXTRÊME.

Les services locaux de Météo France sont à la disposition des services préfectoraux pour les aider à interpréter et affiner les prévisions météorologiques les concernant, le cas échéant.

Les acteurs territoriaux

Ils adaptent leur organisation interne et mettent en place les mesures qui leur incombent (voir fiches acteurs). Les collectivités territoriales notamment vérifient les registres communaux et s'assurent de la coordination et de la mobilisation de leurs services et des associations interagissant avec les populations isolées et vulnérables.

Les informations échangées par le préfet et les acteurs territoriaux en période de veille saisonnière portent non seulement sur la situation météorologique et le niveau de vigilance, mais aussi sur les mesures mises en œuvre par chacun des acteurs, ainsi que les éventuelles difficultés rencontrées.

S'agissant de la diffusion des recommandations sanitaires auprès des populations: le préfet ainsi que les acteurs territoriaux concernés veillent à leur diffusion auprès des populations, et à leur bonne appropriation. Pour cela, ils disposent de différents outils qui sont mis à leur disposition sur le site internet de Santé Publique France : <https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/climat/fortes-chaieurs-canicule/outils>. Ces outils sont également disponibles sur commande : leur diffusion est effectuée localement par Santé Publique France auprès des partenaires et relais (associations, collectivités locales, etc.).

C - SURVENUE D'UNE VAGUE DE CHALEUR (HORS VIGILANCE ROUGE)

Dès lors qu'une vague de chaleur est prévue ou survient, le préfet en informe l'ensemble des services territoriaux concernés. Ensembles, ils analysent la situation et mettent en œuvre les mesures adaptées.

Partage d'information entre les acteurs

Le préfet peut aussi réunir les acteurs pour faciliter le partage des informations ainsi que le pilotage de la gestion, et notamment ceux intervenant dans les domaines sanitaire et social. Il active le cas échéant son centre opérationnel départemental (COD). Les informations partagées entre le préfet et les acteurs territoriaux portent notamment sur :

- les données météorologiques ;
- les actions mises en œuvre par chacun ;
- les éventuelles difficultés rencontrées ;
- les actions de communication réalisées.

L'ARS met à la disposition du préfet les informations dont elle dispose :

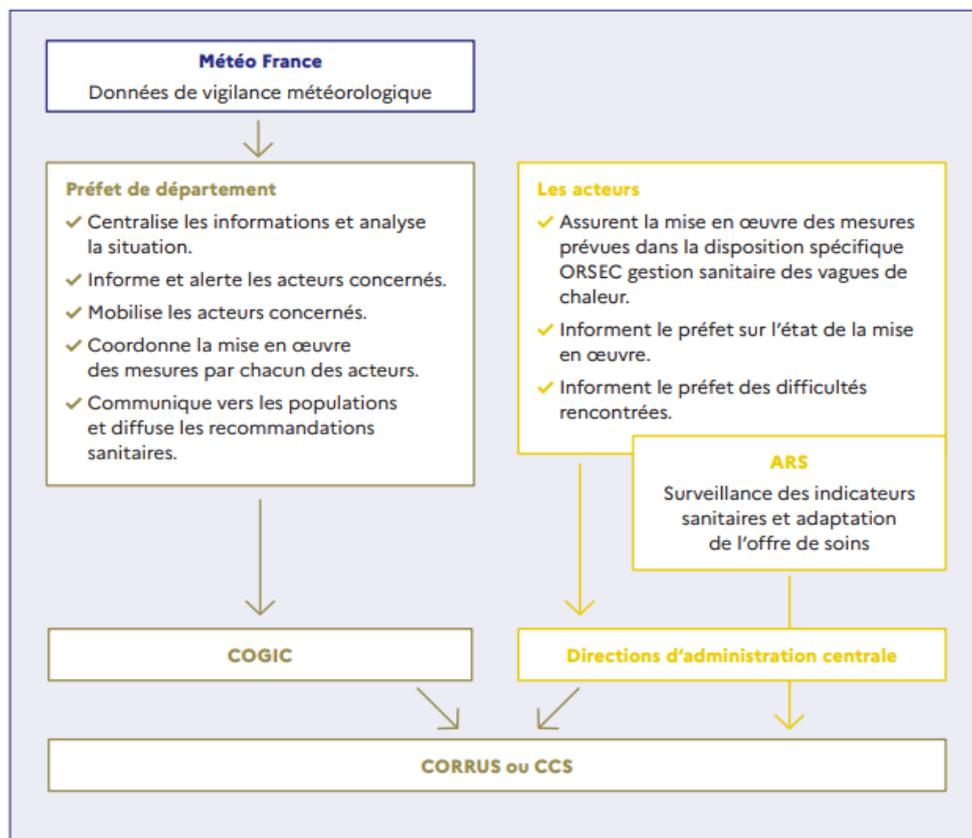
- les données relatives à l'impact sanitaire de la vague de chaleur (indicateurs sanitaires) ;
- la réponse du système de santé ;
- le cas échéant, l'évolution du nombre de décès enregistrés.

Diffusion des recommandations

Le préfet, et le cas échéant les acteurs territoriaux, relaient les messages auprès des populations concernées. Différents outils sont disponibles sur le site internet du ministère chargé de la santé : <http://solidarites-sante.gouv.fr/sante-etenvironnement/risques-climatiques/>.

Une plateforme téléphonique d'information peut être activée par le ministère, pour répondre aux questions des particuliers.

Transmission et remontée de l'information



Concomitance entre la survenue d'une vague de chaleur et d'un pic de pollution atmosphérique

Il appartient au préfet de mettre en œuvre toutes les mesures réglementaires prévues visant à réduire les niveaux de pollution atmosphérique, en particulier les composés organiques volatils (COV) en cas de pic d'ozone.

Dans le secteur résidentiel et tertiaire : reporter les travaux d'entretien ou de nettoyage effectués par la population ou les collectivités territoriales avec des produits à base de solvants organiques.

Dans le secteur industriel : reporter certaines opérations émettrices de COV (travaux de maintenance, dégazage d'une installation, chargement ou déchargement de produits émettant des composants organiques volatils en l'absence de dispositif de récupération des vapeurs, etc.).

Dans le secteur des transports : la restriction de circulation des véhicules les plus polluants définis selon la classification prévue à l'article R. 318-2 du code de la route (circulation différenciée) permet de réduire les émissions de particules (PM10) et de dioxyde d'azote (NO2).

En cas d'alerte pollution, le préfet veille cependant à maintenir et garantir la possibilité de transports pour les professionnels et bénévoles indispensables à la bonne mise en œuvre des mesures de gestion des vagues de chaleur.

Le préfet tient le COGIC informé des actions mises en œuvre, ainsi que des difficultés rencontrées, en renseignant l'application SYNERGI du portail ORSEC.

D - SURVENUE D'UNE CANICULE EXTRÊME (VIGILANCE ROUGE)

En cas de vigilance rouge canicule, le préfet doit systématiquement armer le centre opérationnel départemental (COD) en posture de suivi en veillant à y inclure l'ensemble des services impliqués. Il prend les mesures réglementaires de limitation ou d'interdiction adaptées aux circonstances relevant de ses pouvoirs de police administrative en fonction de l'analyse de la situation, en lien avec ses partenaires. Il veille également à renforcer les mesures de communication auprès de la population.

Dans les départements classés en vigilance rouge, l'attention des préfets et des acteurs concernés doit être portée sur :

- le renforcement des mesures d'alerte en direction des partenaires et de communication en direction des populations. La communication sera notamment axée autour de recommandations de bon sens. Elles visent à minima à ne pas s'exposer sans précaution à des températures dont l'évocation, par exemple plus de 40° à l'ombre, appelle l'attention sur les risques de coups de chaleur et leurs dangers ;
- les recommandations ou les mesures de restrictions d'activités aux heures les plus chaudes de la journée, ainsi que l'aménagement des horaires d'activités hors de ces périodes, en s'appuyant sur l'exemple du rythme quotidien des pays du sud de l'Europe en période estivale ;
- l'accès aux espaces rafraîchis, ouverts dans des plages horaires adaptées aux circonstances, ou à des points d'eau ou de rafraîchissement. Ces lieux peuvent être avantageusement recensés, signalés ou cartographiés à la disposition du public.

Aussi, le préfet pourra notamment :

- faire renforcer les actions de terrain menées par les acteurs les plus proches des populations vulnérables à la chaleur (maires, associations de secouristes et de bénévoles, volontaires du service civique, employeurs, gestionnaires de transports en commun, etc.), pour optimiser et adapter les modalités de diffusion des recommandations sanitaires (augmentation des fréquences de diffusion, déplacements auprès des administrés inscrits sur les listes, etc.) ;

- faciliter l'accès aux établissements recevant du public dont les locaux sont rafraichis (extension des plages horaires d'ouverture, gratuité d'accès, etc.) ;
- faciliter l'accès aux piscines et baignades aménagées (extension des plages horaires d'ouverture, gratuité d'accès, etc.) ;
- veiller à la mise en place de moyens collectifs de rafraichissement dans les villes, les transports en commun, les établissements recevant du public (rampes de dispersion d'eau, jeux d'eau, etc.)
- veiller à ce que les aménagements du temps de travail soient effectifs, voire l'arrêt de certaines activités jugées non essentielles ;
- veiller, en lien avec l'ARS, à maintenir la continuité des activités des secteurs essentiels à la prise en charge sanitaire des personnes : permanence des soins de ville, continuité du service public hospitalier, coopération entre secteurs hospitalier et médico-social, disponibilité et capacités des transporteurs sanitaires et des opérateurs funéraires ;
- s'assurer, en lien avec l'ARS, du maintien des capacités de production des usines d'eau destinée à la consommation humaine ;
- prendre toute décision (exemple : réquisition) et arbitrage (exemple : en cas de tension en alimentation électrique) nécessaires au maintien des activités des acteurs essentiels (dont les professionnels des secteurs du secours et de la santé, personnes publiques ou privées responsables de la distribution d'eau, gestionnaires de piscines ou de baignades autorisées, etc.) ;
- en cas de situation sanitaire exceptionnelle, en particulier, en cas d'épidémie sur le territoire, veiller à l'adéquation de ces mesures avec celles émises par les autorités sanitaires.

Concernant la protection des scolaires en primaire et des accueils de mineurs

Les sorties scolaires et événements festifs scolaires sont annulés ou reportés, sauf s'ils se déroulent dans des lieux plus frais sans nécessiter de déplacement exposant à la chaleur. De même, les activités d'éducation physique et sportive à l'école sont annulées, à l'exception des activités aquatiques et nautiques.

L'accueil et l'activité scolaires sont maintenus. Il est demandé aux équipes éducatives d'aménager les activités l'après-midi, pour les adapter aux températures, et de permettre l'accès à l'eau des élèves, en lien avec la collectivité. Si les conditions d'accueil pour le maintien des élèves en classe ne sont plus jugées acceptables, des fermetures temporaires d'écoles seront envisagées au cas par cas entre le préfet, le recteur ou l'IA-DASEN, l'Inspecteur de l'éducation nationale de la circonscription et le maire, en cherchant à identifier chaque fois que possible des solutions alternatives d'accueil dans des locaux mieux rafraichis.

Les sorties d'accueils collectifs de mineurs (établissements et services de protection de l'enfance, accueils de loisirs, séjours de vacances et accueils de scoutisme) doivent être reportées, sauf si ces dernières se déroulent dans des lieux plus frais sans nécessiter de déplacement exposant à la chaleur. Les organisateurs de ces accueils, le cas échéant, doivent modifier leurs activités afin de ne pas proposer la pratique d'activités physiques et sportives, à l'exception des activités aquatiques et nautiques. L'après-midi, les activités doivent être adaptées aux températures. Un accès à l'eau doit être garanti.

Localement le préfet pourra interdire des activités ou interrompre un accueil lorsqu'il existe un risque pour la santé ou la sécurité physique des mineurs accueillis.

Concernant la protection des personnes vulnérables

Les maires sont invités à poursuivre leur mobilisation pour l'accompagnement des personnes vulnérables isolées à domicile inscrites sur les registres communaux, et à poursuivre cet accompagnement quelques jours après la fin de l'épisode caniculaire. Les effets sanitaires de la canicule peuvent en effet être décalés. Les maires pourront mettre en place un accès quotidien aux salles rafraichies pour ces personnes, en organisant par exemple des navettes de transport.

Les agences régionales de santé demandent aux directeurs d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) d'activer leur plan bleu afin de prendre toutes les mesures nécessaires à la protection de leurs résidents.

Les préfets veillent à augmenter le nombre de places d'hébergement d'urgence, à étendre les horaires d'ouverture des accueils de jour, et à renforcer les mesures de communication informatives et les équipes du 115 et des maraudes pour prendre en charge les personnes précaires et sans domicile. Les personnes présentes dans les campements, bidonvilles et habitats insalubres devront faire l'objet d'une vigilance particulière, notamment par les équipes mobiles. Concernant l'accès à l'eau potable dans les campements et bidonvilles, une cartographie est disponible sur la plateforme Résorption Bidonvilles, qui permet d'identifier les sites qui disposent d'un accès à l'eau potable et ceux pour lesquels une intervention est nécessaire (raccordement d'urgence, distribution d'eau, etc.). L'ouverture d'accès à la plateforme est soumise à validation par les services de l'État. Une demande peut être transmise via le lien : <https://resorption-bidonvilles.beta.gouv.fr/#/>.

Enfin, les communes sont incitées à permettre l'accès aux personnes précaires, sans domicile et isolées aux lieux rafraîchis et aux points de distribution d'eau destinée à la consommation humaine (liste des bornes et fontaines d'eau potable gratuite) qu'elles auront identifiées.

Concernant la protection des travailleurs

En phase de vigilance rouge, il appartient à chaque employeur, au titre de son obligation de sécurité, de procéder à une réévaluation quotidienne des risques encourus par chacun des salariés en fonction :

- de la température et de son évolution en cours de journée ;
- de la nature des travaux devant être effectués, notamment en plein air ou dans des ambiances thermiques présentant déjà des températures élevées, ou comportant une charge physique ;
- de l'âge et de l'état de santé des travailleurs.

En fonction de cette réévaluation des risques :

- l'aménagement de la charge de travail, des horaires et plus généralement de l'organisation du travail doivent être ajustés pour garantir la santé et la sécurité des travailleurs pendant toute la durée de la période de vigilance rouge ;
- la liste des salariés bénéficiant du télétravail doit être réexaminée, en prêtant une attention particulière aux femmes enceintes, aux personnes souffrant de pathologies chroniques ou en situation de handicap, etc.

Si l'évaluation fait apparaître que les mesures prises sont insuffisantes, notamment pour les travaux accomplis à une température très élevée et comportant une charge physique importante (par ex. travaux d'isolation en toiture ou de couverture, manutention répétée de charges lourdes), l'employeur doit alors décider de l'arrêt des travaux.

L'employeur doit prendre en compte ces consignes et les retranscrire dans le document unique d'évaluation des risques. Lors de travaux réalisés dans un établissement par une entreprise extérieure, ces consignes doivent être prises en compte et retranscrites, le cas échéant, dans le plan de prévention. Lors d'opération de bâtiment ou de génie civil, ces consignes doivent être prises en compte et retranscrites dans le plan général de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé ou le plan particulier de sécurité et de protection de la santé.

Concernant la protection des usagers des transports en commun et des mobilités durables

Le préfet s'assure que les opérateurs de transports en commun, en particulier urbains, et que les autorités organisatrices des mobilités et des transports prennent en compte des mesures de protection de leurs usagers en période de canicule extrême.

Concernant la protection des sportifs

Il est demandé aux fédérations et clubs sportifs de limiter leurs activités pendant la période de canicule, si celles-ci ne se déroulent pas dans des lieux rafraîchis ou avec des conditions adaptées (ex. activités aquatiques et nautiques). Les recommandations aux sportifs hors club sont intégrées aux consignes générales de protection de la population.

Concernant la protection des participants aux grands rassemblements et du public des établissements recevant du public en plein air

Le préfet identifie les grandes manifestations sportives et les grands rassemblements, et étudie avec les organisateurs les possibilités d'aménagement (en priorité) ou de report de ceux-ci. Ainsi les aménagements d'horaires sont mis en place pour éviter qu'ils ne se produisent aux heures les plus chaudes de la journée si des mesures de protection ne peuvent être déployées.

De même, les conditions d'accès du public aux sites (zones d'attente) ou de stationnement du public sur le site sont étudiées. Les dispositifs d'accès à l'eau ou de rafraîchissement collectif pour les prestataires de spectacles, les sportifs et les spectateurs sont adaptés, ainsi que les dispositifs prévisionnels de secours mis en place par les organisateurs.

Ces approches d'aménagements et d'adaptations sont également conduites avec les exploitants des parcs d'attraction ou de loisirs, des parcs zoologiques, etc.

Concernant la circulation routière et la pollution de l'air

Le préfet prend également les mesures nécessaires permettant de limiter les sources de chaleur et de rejets polluants, notamment des mesures de restriction de la circulation, en cas de pic de pollution concomitant avec l'épisode de canicule, en veillant à accorder les dérogations nécessaires au bon fonctionnement du système de santé et de l'action sociale auprès des personnes fragiles.

Le préfet tient le COGIC informé des actions mises en œuvre, ainsi que des difficultés rencontrées, en renseignant l'application SYNERGI du portail ORSEC.

E - APRES LA PERIODE DE VEILLE SAISONNIERE

La mise en place systématique d'un retour d'expérience (RETEX) partagé entre tous les acteurs territoriaux constitue un processus fondamental d'apprentissage permettant de renforcer les actions de prévention et la gestion des situations d'urgence sanitaire. Aussi, à la fin de chaque période de veille saisonnière, le préfet de département conduit un RETEX qui vise à réaliser le bilan des actions mises en œuvre et à identifier les pratiques vertueuses ainsi que les lacunes observées au cours de la gestion de la saison.

Il conduit une analyse globale et partagée avec l'ensemble des acteurs territoriaux concernés, afin d'identifier les éléments à capitaliser ou à renforcer, qui seront intégrés dans un plan d'actions visant l'adaptation de la disposition spécifique ORSEC « gestion sanitaire des vagues de chaleur ».

Enfin, il transmet systématiquement avant le mois de novembre au COGIC un bilan des actions mises en œuvre sur son département, ainsi que, le cas échéant, toute difficulté rencontrée.

F - LE DISPOSITIF NATIONAL D'APPUI ET DE CONDUITE DE CRISE SANITAIRE

Outre les mesures mises en place au niveau territorial, le dispositif national d'appui et de conduite pour la gestion sanitaire des vagues de chaleur (qui se substitue au plan national canicule) vient en complément, y compris en matière de communication.

Introduit par l'instruction interministérielle du 7 mai 2021 relative à la gestion sanitaire des vagues de chaleur en France métropolitaine, il vise à analyser les actions mises en œuvre sur le(s) territoire(s) impacté(s) ainsi que celles des différents acteurs nationaux, à en dresser la synthèse et faire des propositions argumentées pour permettre au Ministre de la Santé, en lien étroit avec le Ministre de l'Intérieur ainsi que les autres ministres concernés, de prendre les décisions éclairées qui s'imposent pour la conduite de la situation.

Enfin, il mobilise le dispositif national de communication.

G - EN SYNTHÈSE

	Caractérisation	Décision de mise en œuvre	Mesures
Avant la période estivale	/		<ul style="list-style-type: none"> • préparation de chacun des acteurs • élaboration ou actualisation de la disposition spécifique ORSEC « gestion sanitaire des vagues de chaleur » • réalisation potentielle d'exercices
Pendant la veille saisonnière	/	Automatique du 1 ^{er} juin au 15 septembre	<ul style="list-style-type: none"> • surveillance des données météorologiques • diffusion des recommandations sanitaires aux populations vulnérables • mise en œuvre par chaque acteur des mesures populationnelles (cf. fiches mesures 2 à 15)
En cas de vague de chaleur (pic de chaleur, épisode persistant de chaleur et canicule)	Pic de chaleur Épisode persistant de chaleur Canicule	Préfet avec l'appui de l'ARS	<ul style="list-style-type: none"> • surveillance des données météorologiques • analyse de la situation • diffusion de l'alerte et mobilisation coordonnée des acteurs territoriaux • diffusion des recommandations sanitaires à l'attention notamment des populations vulnérables à la chaleur • mise en œuvre par chaque acteur des mesures populationnelles (cf. fiches mesures 2 à 15)
Canicule extrême (vigilance météorologique rouge)	Canicule exceptionnelle par : - sa durée - son intensité, - son étendue géographique - son impact sanitaire, - apparition d'effets collatéraux	Ministère de la Santé, en lien avec les autres ministères concernés (Intérieur, Transition écologique)	<ul style="list-style-type: none"> • surveillance des données météorologiques • analyse de la situation • diffusion de l'alerte et mobilisation coordonnée des acteurs territoriaux • diffusion des recommandations sanitaires à toute la population • renforcement des actions de communication et mobilisation de tous les médias possibles • mise en œuvre par chaque acteur des mesures populationnelles (cf. fiches mesures 2 à 15) • mise en œuvre éventuelle de mesures de restriction d'activités
Après chaque période estivale	/	Au-delà du 15 septembre si la veille saisonnière n'est pas prolongée	<ul style="list-style-type: none"> • élaboration d'un retour d'expérience • révision le cas échéant de la disposition ORSEC « gestion sanitaire des vagues de chaleur » • adaptation des organisations internes de chaque acteur si nécessaire • élaboration et transmission d'une synthèse aux directions d'administration centrale concernées (ministères des Solidarités et de la Santé et de l'Intérieur)

PARTIE III
–
FICHES MISSIONS
–
FICHES D'AIDE A LA DÉCISION

Exemple de message d'information des acteurs / pour action

Objet : NIVEAU DE LA VIGILANCE de la vigilance météorologique/ mise en œuvre des actions nécessaires pour protéger la population

Météo France a classé le département NOM DU DÉPARTEMENT en vigilance météorologique NIVEAU DE LA VIGILANCE, à compter du DATE / HEURE.

Je vous demande de mettre en œuvre les mesures que vous jugerez adaptées, permettant de limiter les impacts sanitaires de ce phénomène et de m'en rendre compte.

Il convient notamment de :

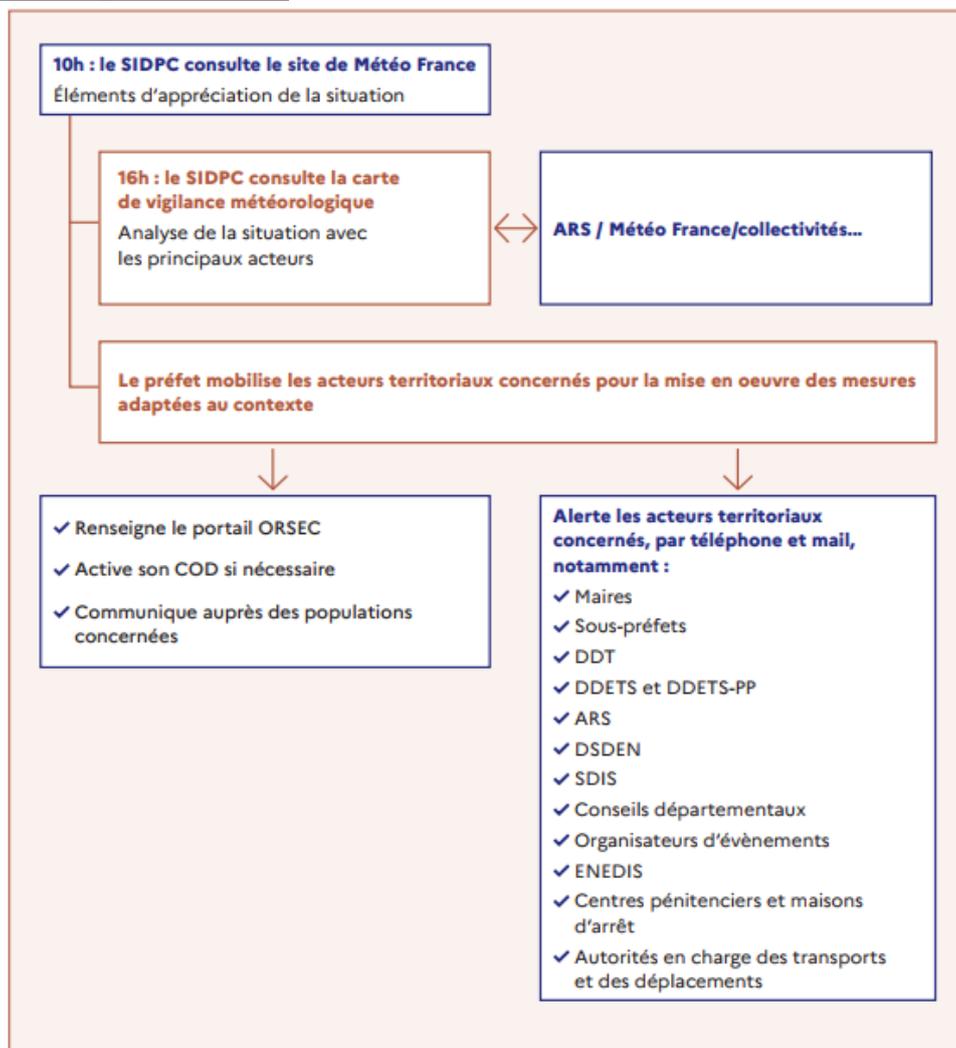
Renforcer les mesures de communication en diffusant des messages de recommandations sanitaires au public par tout moyen disponible sur les sites suivants :

- <https://www.santepubliquefrance.fr/determinants-de-sante/climat/fortes-chaleurs-canicule/outils>
- <https://solidarites-sante.gouv.fr/sante-et-environnement/risques-climatiques/>

Mettre en œuvre les actions prévues dans les fiches missions des acteurs territoriaux de la disposition spécifique ORSEC « gestion sanitaire des vagues de chaleur ».

Vous voudrez bien m'informer de toutes difficultés rencontrées dans l'application de ces mesures.

Le Préfet

Procédure en cas de vague de chaleur

En préparation

- identifier et recenser les acteurs locaux concernés, publics, privés et associatifs ;
- définir les missions de chacun de ces acteurs, et recenser leurs moyens d'intervention ;
- tenir à jour les listes de diffusion ;
- mettre en place des circuits de transmission d'information et d'alerte avec ces acteurs ;
- s'assurer que chacun de ces acteurs a mis en place une organisation interne adéquate et en vérifier éventuellement l'opérationnalité via la réalisation d'exercices collectifs ;
- élaborer un plan de communication adapté à chaque public, visant notamment la diffusion des recommandations sanitaires ;
- préparer les modalités de mobilisation des médias locaux ;
- veiller à l'actualisation des informations disponibles pour les populations.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

- informer les acteurs locaux concernés du déclenchement de la période de veille saisonnière ;
- les mobiliser et leur rappeler leurs responsabilités, notamment lors d'une réunion avec l'ensemble des acteurs ;
- suivre l'évolution de la vigilance météorologique et informer les acteurs locaux ;
- veiller les informations et difficultés remontées par ces acteurs ;
- s'assurer de la diffusion des recommandations sanitaires, notamment auprès des populations vulnérables.

En situation de gestion

- informer et mobiliser les acteurs locaux concernés ;
- activer son COD si nécessaire et selon une périodicité de suivi adaptée à la cinétique du phénomène (par exemple un seul point de situation quotidien), et s'assurer de la présence d'un représentant de chacun des acteurs concernés ;
- mettre en alerte les forces de l'ordre et le SDIS ;
- s'assurer de la mise en œuvre et coordonner les mesures de protection des populations concernées, notamment les populations vulnérables ;
- mettre en place une communication appropriée auprès des populations concernées, et coordonner les messages diffusés par les collectivités territoriales ;
- suivre l'évolution de la situation (remontée des indicateurs et des actions engagées par les acteurs) ;
- prendre toute disposition utile pour mobiliser les moyens nécessaires et adaptés en fonction des caractéristiques de la vague de chaleur ;
- pouvoir faire adapter la tenue de certains grands rassemblements, ou les faire reporter voire les annuler ;
- informer le COGIC des actions mises en œuvre et des difficultés éventuelles rencontrées ;

En cas de survenue d'une canicule extrême correspondant au niveau de vigilance rouge

- faire faciliter l'accès aux établissements publics dont les locaux sont rafraîchis : extension des horaires d'ouverture, gratuité d'accès, réquisition, organisation des transports ;
- faire faciliter l'accès aux piscines et baignades aménagés : extension des horaires d'ouverture, gratuité d'accès, réquisition, organisation des transports ;
- faire organiser l'accueil temporaire dans des lieux climatisés ;
- veiller à la mise en place de moyens de rafraîchissement dans la ville, les transports en commun, les établissements recevant du public (brumisateurs, rampes de dispersion) par les acteurs concernés ;
- veiller à la mobilisation des dispositifs de veille sociale (accueils de jours, maraudes, etc.) et du SIAO ;
- veiller à la distribution de moyens de rafraîchissement individuels (ventilateurs, casquettes, bouteilles d'eau) par les acteurs concernés ;
- interdire temporairement tout grand rassemblement, y compris les manifestations sportives, les sorties des écoles ou des centres aérés ;
- interdire temporairement le déroulement des chantiers et grands travaux ;
- fermer les services publics pendant les heures les plus chaudes de la journée, si les locaux ne sont pas climatisés, ou décaler leurs horaires d'ouverture ;
- réglementer la circulation des véhicules pendant les heures les plus chaudes de la journée ;
- prendre toute décision ou rendre tout arbitrage nécessaire au maintien des activités des secteurs essentiels à la prise en charge sanitaire des personnes, en soutien du dispositif ORSAN piloté par l'ARS. Sont concernées la permanence des soins de ville, la continuité du service public hospitalier, la coopération entre les secteurs hospitalier et médico-social, la disponibilité et les capacités des transporteurs sanitaires et des opérateurs funéraires ;
- veiller aux remontées d'information du SDIS dans le portail ORSEC ;
- veiller, le cas échéant, à une gestion appropriée des décès massifs par les opérateurs funéraires, notamment en termes de capacités d'accueil et de conservation des corps.

Levée de l'alerte

- informer les acteurs locaux de la fin de la gestion de l'évènement ;
- superviser la levée des actions ;
- informer la population ;
- mettre fin à l'activation du COD ;
- informer le COGIC de la fin de l'alerte départementale « canicule » ou « canicule extrême ».

Retex

- procéder à un retour d'expérience avec l'ensemble des acteurs locaux pour identifier les éventuelles difficultés rencontrées, et y apporter des éléments de réponse aux fins d'amélioration continue du dispositif ;
- réviser le cas échéant le dispositif.

FICHE 3

MISSIONS DE L'ARS

Populations vulnérables en charge : ensemble de la population et plus spécifiquement les personnes accueillies en établissements sanitaires et médico-sociaux

En amont de la période de veille saisonnière

- recenser les moyens humains et matériels disponibles à minima du 1^{er} juin au 15 septembre, mettre à jour les annuaires ;
- identifier les populations vulnérables ;
- identifier les actions et les mesures à mettre en œuvre, ainsi que les modalités de cette mise en œuvre, en période de veille saisonnière et en cas de survenue de vague de chaleur ;
- vérifier que les établissements d'accueil des personnes âgées disposent d'un plan de gestion des situations sanitaires exceptionnelles opérationnel ;
- vérifier que chaque établissement de santé dispose d'un plan de gestion des tensions hospitalières et des situations sanitaires exceptionnelles liées à un phénomène climatique ;
- s'assurer que les mesures prévues dans le plan ORSAN EPI-CLIM pourront effectivement être mises en œuvre le cas échéant ;
- s'assurer de la permanence des soins en médecine ambulatoire ;
- vérifier la programmation des capacités d'hospitalisation dans les établissements de santé publics et privés ;
- préparer les modalités de diffusion des recommandations sanitaires auprès des populations.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

- informer les ESMS ainsi que les représentants régionaux des professionnels de santé ;
- étudier quotidiennement l'activité des services d'accueil et d'urgences, dont le taux d'hospitalisation ;
- suivre l'évolution des ouvertures de lits dans les ES, et notamment les disponibilités en lits de soins critiques (réanimations et soins intensifs) via le ROR (répertoire opérationnel des ressources) ;
- s'assurer de l'effectivité de la permanence des soins en médecine ambulatoire ;
- surveiller les indicateurs sanitaires ;
- veiller à la diffusion des recommandations sanitaires, notamment aux populations vulnérables.

Lors de la survenue d'une vague de chaleur

- mettre en place l'organisation interne de gestion ;
- recenser les actions effectivement mises en œuvre et celles pouvant l'être compte tenu du contexte ;
- recenser les difficultés rencontrées ;
- renforcer la diffusion des recommandations sanitaires auprès des populations ;
- surveiller la situation et son évolution, compte tenu des mesures mises en œuvre ;
- informer le préfet de département, ainsi que le CORRUSS (ou le CCS s'il est activé) ;
- participer au centre opérationnel départemental dès lors que le préfet l'a activé ;
- informer les ESSMS ainsi que les représentants régionaux des professionnels de santé ;
- assurer une veille renforcée de l'activité des services d'accueil et d'urgences, dont le taux d'hospitalisation ;
- suivre l'évolution des ouvertures de lits dans les établissements de santé, et notamment les disponibilités en lits de soins critiques (réanimations et soins intensifs) via le ROR (répertoire opérationnel des ressources) ;
- surveiller les indicateurs sanitaires ;
- veiller à l'adaptation des mesures mises en œuvre par les ESMS ;
- mettre en œuvre si nécessaire les dispositions prévues dans le plan ORSAN EPI-CLIM.

Levée de l'alerte

- diffuser la fin de la gestion de l'évènement aux différents établissements et correspondants de terrain concernés ;
- arrêter la diffusion des recommandations sanitaires envers les populations concernées.

Retex

- élaborer une synthèse de la gestion de l'évènement (actions mises en œuvre, difficultés rencontrées, etc.) à destination CORRUSS ou du CCS ;
- rétro-informer les différents établissements et correspondants de terrain, pour une amélioration des procédures et des modes opératoires, dans une démarche d'amélioration continue.

En amont de la période de veille saisonnière

- recenser les moyens humains et matériels disponibles à minima du 1^{er} juin au 15 septembre, mettre à jour les annuaires ;
- identifier les populations vulnérables ;
- identifier les actions et les mesures à mettre en œuvre, ainsi que les modalités de cette mise en œuvre, en période de veille saisonnière et en cas de survenue de vague de chaleur ;
- rappeler aux employeurs quelles sont leurs obligations pour protéger la santé de leurs salariés ;
- mobiliser les services de santé au travail et les médecins du travail ;
- prévoir la mise en œuvre d'inspections du travail en tant que de besoin ;
- rappeler aux entreprises qu'aux termes de l'article R. 4121-1 du code du travail, les « ambiances thermiques » ont vocation à être prises en compte dans le cadre de la démarche d'évaluation des risques, via la mise à jour du document unique d'évaluation des risques (DUER) ;
- inviter les entreprises à adapter l'organisation du travail en prévision de fortes chaleurs et inciter les organisations professionnelles à échanger leurs bonnes pratiques et à diffuser, par secteur d'activité, les bilans des retours d'expériences tirés des crises antérieures ;
- mobiliser les services de santé au travail, par le biais des médecins inspecteurs du travail, afin qu'ils soient vigilants quant aux précautions à prendre par les employeurs à l'égard des salariés (mesures collectives et individuelles), surtout ceux qui sont les plus exposés aux risques liés à la canicule, et qu'ils incitent les employeurs à déclarer chaque accident du travail ;
- prévoir, au niveau des sections d'inspection, des contrôles d'entreprises ciblés sur les secteurs d'activités les plus concernés par les risques liés à la canicule et aux ambiances thermiques, en particulier le bâtiment et les travaux publics.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

- diffuser des recommandations sanitaires ;
- surveiller la situation et son évolution ;
- recenser les actions mises en œuvre et celles pouvant l'être compte tenu de l'évolution du contexte ;
- rendre compte au préfet de département ainsi qu'à son administration centrale le cas échéant ;
- informer les entreprises, les organisations professionnelles, ainsi que les organisations syndicales de salariés ;
- vérifier que les entreprises concernées ont effectivement adapté les horaires de travail de leurs salariés, compte tenu du contexte ;
- renforcer l'activité d'inspection et de contrôle dans les secteurs sensibles ou lors d'accident du travail en lien avec la chaleur.

Lors de la survenue d'une vague de chaleur

- mettre en place l'organisation interne de gestion ;
- recenser les actions effectivement mises en œuvre et celles pouvant l'être compte tenu du contexte ;
- recenser les difficultés rencontrées ;
- renforcer la diffusion des recommandations sanitaires auprès des populations ;
- surveiller la situation et son évolution, compte tenu des mesures mises en œuvre ;
- rendre compte au préfet de département, ainsi qu'aux administrations centrales le cas échéant ;
- participer au centre opérationnel départemental dès lors que le préfet l'a activé ;
- veiller au recensement par la médecine du travail des travailleurs susceptibles d'être exposés ;
- transmettre systématiquement et automatiquement à la DGT toute survenue d'accident du travail grave ou mortel selon les canaux habituels.

Levée de l'alerte

- diffuser la fin de la gestion de l'évènement aux différents établissements et correspondants de terrain concernés ;
- arrêter la diffusion des recommandations sanitaires vers les populations concernées.

Retex

- élaborer une synthèse de la gestion de l'évènement (actions mises en œuvre, difficultés rencontrées, etc.) à destination du préfet et des directions d'administration centrale ;
- rétro-informer les différents établissements et correspondants de terrain, pour une amélioration des procédures et des modes opératoires, dans une démarche d'amélioration continue.

FICHE 5

MISSIONS DE LA DDETS (COHÉSION SOCIALE)

Populations vulnérables en charge : personnes sans abri, personnes vivant en squats et bidonvilles, gens du voyage

En amont de la période de veille saisonnière

- recenser les moyens humains et matériels disponibles à minima du 1^{er} juin au 15 septembre, mettre à jour les annuaires ;
- identifier les populations vulnérables ;
- identifier les actions et les mesures à mettre en œuvre, ainsi que les modalités de cette mise en œuvre, en période de veille saisonnière et en cas de survenue de vague de chaleur ;
- recenser et informer les accueils de jours, centres d'hébergement d'urgence, résidences sociales, etc. ;
- vérifier la sensibilisation et la mobilisation des dispositifs de veille sociale, dont équipes mobiles, maraudes, etc. ;
- assurer un accès à l'eau potable des personnes vivant en bidonvilles et en aires d'accueil pour gens du voyage.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

- diffuser des recommandations sanitaires ;
- surveiller la situation et son évolution ;
- recenser les actions mises en œuvre et celles pouvant l'être compte tenu de l'évolution du contexte ;
- rendre compte au préfet de département ainsi qu'à son administration centrale le cas échéant ;
- informer et mobiliser les accueils de jours, centres d'hébergement d'urgence, résidences sociales, etc. ;
- mobiliser le SIAO assurant l'orientation des personnes vers des lieux d'accueil adaptés et les équipes mobiles.

Lors de la survenue d'une vague de chaleur

- mettre en place l'organisation interne de gestion ;
- recenser les actions effectivement mises en œuvre et celles pouvant l'être compte tenu du contexte ;
- recenser les difficultés rencontrées ;
- renforcer la diffusion des recommandations sanitaires auprès des populations ;
- surveiller la situation et son évolution, compte tenu des mesures mises en œuvre ;
- rendre compte au préfet de département, ainsi qu'à son administration centrale le cas échéant ;
- participer au centre opérationnel départemental dès lors que le préfet l'a activé.

Levée de l'alerte

- diffuser la fin de la gestion de l'évènement aux différents établissements et correspondants de terrain concernés ;
- arrêter la diffusion des recommandations sanitaires vers les populations concernées

Retex

- élaborer une synthèse de la gestion de l'évènement (actions mises en œuvre, difficultés rencontrées, etc.) à destination du préfet et des directions d'administration centrale ;
- rétro-informer les différents établissements et correspondants de terrain, pour une amélioration des procédures et des modes opératoires, dans une démarche d'amélioration continue.

FICHE 6

MISSIONS DE LA DSDEN

Populations vulnérables en charge : enfants scolarisés, accueils collectifs de mineurs, sportifs

En amont de la période de veille saisonnière

- recenser les moyens humains et matériels disponibles à minima du 1^{er} juin au 15 septembre, mettre à jour les annuaires ;
- identifier les populations vulnérables ;
- identifier les actions et les mesures à mettre en œuvre, ainsi que les modalités de cette mise en œuvre, en période de veille saisonnière et en cas de survenue de vague de chaleur ;
- recenser et informer les accueils collectifs de mineurs ;
- recenser et informer les organisateurs de manifestations sportives soumises à autorisation ainsi que le CDOS ;
- s'assurer que les établissements scolaires sont dotés de capacités de mesures de la température dans leurs locaux ;
- s'assurer que les établissements scolaires sont dotés de capacités mobiles ou fixes de rafraîchissement de l'air des locaux ;
- préparer l'approvisionnement en eau potable en liaison avec les autorités compétentes, et son renforcement si nécessaire.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

- diffuser des recommandations sanitaires ;
- surveiller la situation et son évolution ;
- recenser les actions mises en œuvre et celles pouvant l'être compte tenu de l'évolution du contexte ;
- rendre compte au préfet de département ainsi qu'à son administration centrale le cas échéant ;
- informer et mobiliser les accueils collectifs de mineurs ;
- informer et mobiliser les organisateurs de manifestations sportives soumises à autorisation ainsi que le CDOS ;
- informer et mobiliser les directeurs d'établissements scolaires et les parents d'élèves ;
- appeler à la vigilance les médecins et infirmiers scolaires.

Lors de la survenue d'une vague de chaleur

- mettre en place l'organisation interne de gestion ;
- recenser les actions effectivement mises en œuvre et de celles pouvant l'être compte tenu du contexte ;
- recenser les difficultés rencontrées ;
- renforcer la diffusion des recommandations sanitaires auprès des populations ;
- surveiller la situation et son évolution, compte tenu des mesures mises en œuvre ;
- rendre compte au préfet de département, ainsi qu'à son administration centrale le cas échéant ;
- participer au centre opérationnel départemental dès lors que le préfet l'a activé ;
- suivre la température à l'intérieur des établissements scolaires.

Levée de l'alerte

- diffuser la fin de la gestion de l'évènement aux différents établissements et correspondants de terrain concernés ;
- arrêter la diffusion des recommandations sanitaires vers les populations concernées.

Retex

- élaborer une synthèse de la gestion de l'évènement (actions mises en œuvre, difficultés rencontrées, etc.) à destination du préfet et des directions d'administration centrale ;
- rétro-informer les différents établissements et correspondants de terrain, pour une amélioration des procédures et des modes opératoires, dans une démarche d'amélioration continue

En préparation

- vérifier l'opérationnalité du dispositif de veille et de gestion (outils, procédures, astreintes, annuaire...);
- s'assurer du fonctionnement 7 jours sur 7 du dispositif de réception des alertes en provenance de la préfecture ;
- préparer la sensibilisation des administrés, notamment des personnes âgées isolées et des personnes en situation de handicap : possibilité de bénéficier d'un appui en s'inscrivant sur le registre des personnes vulnérables vivant à domicile (campagne de sensibilisation possible en amont de la veille saisonnière, à partir du mois de mai) ;
- localiser les espaces verts, fontaines, points d'eau potable, locaux collectifs et tout autre établissements recevant du public disposant de pièces ou d'espaces climatisés ou rafraichis, et pouvant accueillir des personnes vulnérables;
- s'assurer de la préparation et de la disponibilité durant l'été des services, notamment ceux intervenant auprès des personnes vulnérables ;
- organiser le dispositif de suivi des personnes vulnérables à domicile ;
- vérifier les modalités de mise en place d'une cellule de veille communale ;
- vérifier l'opérationnalité des dispositions du plan communal de sauvegarde : à cet effet, un guide de bonnes pratiques et de recommandations a été diffusé aux maires ;
- anticiper la possibilité d'autoriser les aménagements des horaires des chantiers, notamment du BTP, sur la voie publique ;
- préparer les modalités de recours aux volontaires du Service Civique dans le domaine de la santé et de la solidarité (information auprès du grand public, sensibilisation, contribution à l'action des structures travaillant dans le cadre de la politique de la ville tels les ateliers santé ville...).

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

- informer les services de l'entrée en période de veille saisonnière et les mobiliser ;
- informer et communiquer auprès des administrés, notamment envers les personnes âgées isolées et les personnes en situation de handicap, de la possibilité de se signaler pour bénéficier d'un appui ;
- traiter les demandes d'inscription sur le registre des personnes vulnérables vivant à domicile, et veiller à sa mise à jour ;
- mettre à disposition des populations, notamment des populations vulnérables, les localisations des espaces verts, fontaines, points d'eau potable, locaux collectifs disposant de pièces climatisées ou rafraichies (document, contact téléphonique, application smartphone, carte interactive sur le site de la commune, panneau lumineux...);
- s'assurer de la diffusion des recommandations sanitaires, notamment auprès des populations vulnérables.

En situation de gestion

- informer et alerter ses propres services et les structures et établissements relevant de sa compétence : crèches municipales, structures d'accueil de jeunes enfants et mineurs, centres communaux d'action sociale (CCAS), établissements scolaires du 1^{er} degré et les centres de santé municipaux (CSM) ;
- mettre en place la cellule communale de suivi et, en tant que de besoin, activer son plan communal de sauvegarde (volet gestion sanitaire des vagues de chaleur) ;
- diffuser les recommandations sanitaires par tout moyen (tracts, panneaux lumineux, affiches...), activer un numéro vert d'appel le cas échéant ;
- faire contacter les personnes fragiles isolées (personnes en situation de dépendance, âgées, à mobilité réduite ou handicapées...);
- pouvoir organiser le transport des personnes vulnérables habitants dans des logements mal adaptés aux fortes chaleurs vers des lieux rafraichis avant la période la plus chaude de la journée ;
- mettre à disposition des populations, notamment des populations vulnérables, les localisations des espaces verts, fontaines, points d'eau potable, locaux collectifs disposant de pièces climatisées ou rafraichies (application smartphone, carte interactive sur le site de la commune, panneaux lumineux...);
- faire appel en tant que de besoin aux antennes de proximité des associations (nationales et locales) et aux volontaires du Service Civique ;
- assurer un suivi spécifique des décès sur la commune ;
- tenir informé le préfet des actions mises en œuvre et des difficultés éventuelles rencontrées ;
- pouvoir procéder à la fermeture des établissements scolaires du 1^{er} degré si les conditions d'accueil des enfants ne sont pas satisfaisantes. Le maire peut pour cela s'appuyer sur la fiche nationale d'aide à la décision mise à sa disposition (fiche 17 du présent plan) ;
- pouvoir reporter, faire aménager voire interdire, toute manifestation, notamment sportive, ou grand rassemblement sur sa commune dont il a connaissance ;
- pouvoir exceptionnellement et temporairement aménager les horaires des chantiers, notamment du BTP, sur la voie publique.

Levée de l'alerte

- réceptionner l'information sur la fin de la vague de chaleur et la levée des dispositifs ;
- diffuser l'information aux services, organismes, structures, partenaires et acteurs locaux mobilisés via les moyens habituels d'alerte mis en place ;
- communiquer auprès de la population, notamment les populations vulnérables ;
- établir une synthèse de la gestion communale de l'évènement et des mesures prises, et la transmettre au préfet.

Retex

- procéder à l'analyse de la gestion de l'évènement par ses services, en tirer les conséquences pour apporter les améliorations nécessaires au dispositif communal.

FICHE 8**MISSIONS DU CONSEIL DÉPARTEMENTAL****En préparation**

- veiller à la préparation de ses propres services et des structures relevant de sa compétence (service de protection maternelle et infantile, crèches départementales, etc.) ;
- vérifier l'opérationnalité du dispositif de veille et de gestion (outils, procédures, astreintes, annuaire...)
- veiller à la mise en place des dispositions du schéma départemental en faveur des personnes âgées isolées ;
- recenser les structures relevant de sa compétence qui disposent de pièces climatisées ou rafraichies et pouvant accueillir des personnes vulnérables.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

- informer ses services de l'entrée en période de veille saisonnière, et les mobiliser ;
- participer à la diffusion des recommandations sanitaires, notamment auprès des populations vulnérables ;
- consulter régulièrement les prévisions météorologiques afin d'anticiper la mise en œuvre des mesures.

En situation de gestion

- mobiliser ses services au plus près de la population ;
- renforcer son dispositif de veille et de gestion ;
- informer les établissements et structures placés sous sa responsabilité ;
- relayer les recommandations émises par l'ARS auprès de ses établissements et publics ;
- mobiliser les équipes médicosociales auprès des personnes âgées et en situation de handicap ;
- participer au COD lorsqu'il est activé par le préfet ;
- informer le préfet de l'évolution de ses indicateurs, ainsi que de toute activité ou évènement inhabituel.

Levée d'alerte

- réceptionner l'information sur la fin de la vague de chaleur et la levée des dispositifs ;
- diffuser l'information aux services, organismes, structures, partenaires et acteurs locaux mobilisés via les moyens habituels d'alerte mis en place ;
- communiquer auprès de la population, notamment les populations vulnérables ;
- établir une synthèse de la gestion de l'évènement et des mesures prises, et la transmettre au préfet.

Retex

Procéder à l'analyse de la gestion de l'évènement par ses services, en tirer les conséquences pour apporter les améliorations nécessaires au dispositif départemental.

Service	Téléphone	Portable	Adresse mail
Présidence			
Chef de cabinet			
Directeur général des services			
Direction affaires sociales			
Les centres locaux d'information et de coordination (CLIC)			
CLIC Laonnois	03 23 23 78 35		cliclaonnois@wanadoo.fr
CLIC de Saint-Quentin	03 23 06 12 60		clic.saint-quentin@aid.aisne.fr
CLIC du Soissonnais	03 23 73 49 51		clic.soissons@amsam.net
CLIC de Gauchy	03 23 65 03 80		clic.gauchy@orange.fr
CLIC de Thiérache	03 23 58 81 50		clic@hirson.net
CLIC du Sud de l'Aisne	03 23 82 78 00		clic@uccsa.fr
CLIC de La Fère	03 23 56 21 82		clic@ch-lafere.fr

En préparation

Veiller à l'élaboration et l'actualisation des dispositions du plan de gestion des situations sanitaires exceptionnelles (plan blanc) de son établissement, en cohérence avec le plan ORSAN EPI-CLIM élaboré par l'ARS.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

- informer ses services de l'entrée en veille saisonnière ;
- s'assurer de l'effectivité des mesures prévues dans le cadre de son plan, notamment en ce qui concerne la cellule de crise hospitalière ;
- diffuser les recommandations sanitaires auprès des populations accueillies ;
- consulter régulièrement les prévisions météorologiques afin d'anticiper la mise en œuvre des mesures.

En situation de gestion

- mettre en œuvre les dispositions prévues dans le cadre de son plan de gestion des situations sanitaires exceptionnelles, de façon graduée et adaptée à la situation ;
- tenir l'ARS informée des mesures mises en œuvre et de l'évolution de la situation ;
- suivre les indicateurs d'activité, notamment d'activité programmée et vérifier la disponibilité effective en lits ;
- organiser en tant que de besoin des sorties anticipées, voire des déprogrammations ;
- suivre le nombre de décès et notamment de décès pour pathologies liées à la chaleur.

Levée d'alerte

- réceptionner l'information sur la fin de la vague de chaleur, et la diffuser auprès de ses services ;
- établir une synthèse de la gestion de l'évènement et des mesures prises et la transmettre à l'ARS.

Retex

Procéder à l'analyse de la gestion de l'évènement par ses services et en tirer les conséquences pour apporter les améliorations nécessaires au plan de gestion des situations sanitaires exceptionnelles (plan blanc)

Les établissements sociaux et médico-sociaux peuvent être confrontés à des événements inhabituels ou graves. Il importe dès lors de garantir la continuité et la qualité des prises en charge, par la mobilisation au plus juste de leurs ressources, de manière adaptée aux besoins des populations accueillies et à l'ampleur de la situation.

En préparation

- veiller à l'élaboration et à l'actualisation d'un plan de gestion interne des vagues de chaleur (modalités d'organisation de l'établissement en cas survenue d'une vague de chaleur) ;
- désigner un responsable de la préparation et de la gestion ;
- veiller à la formation et la sensibilisation de son personnel aux risques sanitaires liés à une exposition à la chaleur ;
- veiller à la préparation des mesures pouvant être mises en place lors de la survenue d'une vague de chaleur (modalités de mise en œuvre, ressources nécessaires, etc.).

Concrètement, les mesures suivantes peuvent être mises en place :

- déterminer les supports, voies et modalités de diffusion des recommandations sanitaires aux résidents et à leurs familles ;
- limiter l'augmentation de la température des pièces en fermant les volets et les rideaux ;
- éviter les expositions liées à la chaleur en s'abstenant de sortir aux heures les plus chaudes de la journée, et en passant plusieurs heures par jour dans un endroit frais voire climatisé, en portant des vêtements légers de couleur claire ;
- faire éviter les activités qui nécessitent des dépenses d'énergie importantes ;
- surveiller les consommations d'eau de chaque résident ;
- faire adapter les menus (plats frais et légers) des résidents ;
- s'assurer de la compatibilité des protocoles de soins, les adapter le cas échéant ;
- s'assurer de l'opérationnalité des moyens matériels disponibles (système fixe de rafraîchissement de l'air, locaux ou pièces rafraîchies, appareils mobiles autonomes, etc.) ;
- étudier et préparer les éventuelles possibilités d'accueil de jour ou temporaire de personnes vulnérables non résidentes de l'établissement.

S'agissant des établissements d'hébergement pour personnes âgées (EHPAD et EHPA : résidence autonomie)

En application du décret n°2005-768 du 7 juillet 2005 relatif aux conditions techniques minimales de fonctionnement des établissements assurant l'hébergement des personnes âgées, le chef de l'établissement est responsable en situation de crise.

- veiller à l'élaboration et l'actualisation du plan bleu, en cohérence avec le plan ORSAN EPI-CLIM élaboré par l'ARS ;
- diffuser des recommandations de bonnes pratiques préventives en cas de canicule à destination des personnels ;
- élaborer un protocole d'information des résidents et de leurs familles en cas d'activation du plan bleu ;
- veiller à la mise en place du dossier de liaison d'urgence (DLU) pour chaque résident ;
- conclure une convention avec un établissement de santé proche, fixant les modalités de coopération et d'échanges sur les bonnes pratiques concourant à prévenir les effets d'une vague de chaleur sur la santé et à éviter des hospitalisations.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

- informer ses services de l'entrée en veille saisonnière ;
- s'assurer de l'effectivité des mesures prévues dans le cadre de son plan de gestion interne ;
- diffuser les recommandations sanitaires auprès des populations accueillies ;
- consulter régulièrement les prévisions météorologiques afin d'anticiper la mise en œuvre des mesures.

En situation de gestion

- informer ses services et personnels de l'arrivée d'une vague de chaleur ;
- mettre en œuvre les dispositions prévues dans le cadre de son plan de gestion interne des vagues de chaleur, de façon graduée et adaptée à la situation ;
- tenir informés l'ARS et, pour les EMS sous compétence du Département, le conseil départemental, des mesures mises en œuvre et de l'évolution de la situation ;
- informer l'ARS et, pour les EMS sous compétence du Département, le conseil départemental en cas de situation inhabituelle, dont une éventuelle augmentation importante des transferts vers les services d'urgences et/ou l'activation du plan bleu et/ou du renfort en personnel.

Levée d'alerte

- réceptionner l'information sur la fin de la vague de chaleur et la diffuser auprès de ses services ;
- établir une synthèse de la gestion de l'évènement et des mesures prises, et la transmettre à l'ARS.

Retex

Procéder à l'analyse de la gestion de l'évènement par ses services, en tirer les conséquences pour apporter les améliorations nécessaires au plan de gestion interne des vagues de chaleur (plan bleu pour les EHPA et EHPAD).

Les services intervenant à domicile (comme les SAAD, les SSIAD, les SPASAD) ont un rôle central d'accompagnement notamment auprès des personnes âgées dépendantes, isolées, les personnes en situation de handicap ainsi qu'auprès des familles fragilisées. Ces services permettent d'apporter des prestations favorisant le maintien à domicile des personnes vulnérables dont ils ont la charge. Ils aident à l'accomplissement des actes essentiels de la vie (surveillance médicale, gestes infirmiers, etc.) et contribuent à prévenir la perte d'autonomie, à limiter les incapacités et à lutter contre l'isolement.

En préparation

- former leurs personnels à la prévention des risques et reconnaissance des signes d'alerte afin d'identifier rapidement la nécessité d'un signalement aux professionnels de santé et/ou médecin traitant ;
- assurer l'écriture d'une procédure de gestion de crise ;
- mettre en place d'un « réseau de veille » par les personnels de l'aide et du soin à domicile, pour une prise en charge globale cohérente et lutter contre l'isolement ;
- participer au repérage des personnes fragiles qu'ils ont en charge ;
- diffuser des conseils sur les moyens de se prémunir des effets de la chaleur auprès des personnes aidées ;
- assurer l'information sur les lieux d'accueil climatisés ou rafraîchis et incitent les personnes à les rejoindre.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

Consulter régulièrement les prévisions météorologiques afin d'anticiper la mise en œuvre des mesures.

En situation de gestion

- assurer la surveillance de leurs indicateurs transmis aux unions départementales ou régionales qui les retransmettent aux ARS ;
- assurer la prévision de la mobilisation de l'ensemble du personnel notamment avec des visites plus nombreuses et tardives ou des contacts téléphoniques et des retours d'hospitalisation de certains patients ;
- vérifier que la personne dispose bien des moyens d'hydratation et de rafraîchissement à proximité et en état de fonctionnement ;
- organiser la surveillance, en coordination avec les autres professionnels et les proches, de la consommation d'eau quotidienne et des apports alimentaires et de surveillance du poids ;
- assurer l'orientation des patients dont l'état de santé le nécessite vers le circuit de prise en charge en lien avec le médecin traitant et l'entourage proche de la personne ;
- organiser les déplacements et sorties dans des lieux/locaux rafraîchis pour les personnes dont l'habitat est exposé à la chaleur et qui ne disposent pas de moyens de rafraîchissement suffisants.
- tenir informés l'ARS et, pour les EMS sous compétence du Département, le conseil départemental, des mesures mises en œuvre et de l'évolution de la situation ;
- informer l'ARS et, pour les EMS sous compétence du Département, le conseil départemental en cas de situation inhabituelle, dont une éventuelle augmentation importante des transferts vers les services d'urgences et/ou l'activation du plan bleu et/ou du renfort en personnel.

Levée d'alerte

- réceptionner l'information sur la fin de la vague de chaleur, et la diffuse auprès de ses services ;
- établir une synthèse de la gestion de l'évènement et des mesures prises, et la transmettre à la DDCS et/ou l'ARS.

Retex

Procéder à l'analyse de la gestion de l'évènement par ses services et en tirer les conséquences pour apporter les améliorations nécessaires au plan de gestion interne des vagues de chaleur.

Les établissements concernés sont notamment les suivants : les structures d'accueil d'enfants de moins de 6 ans, les centres maternels et les accueils collectifs de mineurs mentionnés à l'article L. 227-4 du code de l'action sociale et des familles (avec ou sans hébergement).

En préparation

- veiller à l'élaboration et l'actualisation d'un plan de gestion interne des vagues de chaleur ;
- désigner un responsable de la préparation et de la gestion.

La préparation des établissements passe par l'adaptation architecturale et matérielle ainsi que par l'adaptation de l'organisation et de fonctionnement des établissements.

Architecture et matériels

- vérifier le fonctionnement des stores, des volets, du système de rafraîchissement ou de climatisation ou en prévoir l'installation ;
- s'assurer de disposer du matériel nécessaire à la protection des enfants vis-à-vis de la chaleur (brumisateurs, ventilateurs) ;
- vérifier la fonctionnalité du réseau d'adduction d'eau potable et le fonctionnement des douches.
- disposer d'un moyen de vérification du confort thermique à l'intérieur des locaux et dans les différentes pièces de vie (repos, activités, toilettes) ; disposer d'au moins un thermomètre par salle ;
- disposer d'une pièce rafraîchie ;
- s'assurer du bon fonctionnement du réfrigérateur et du congélateur.

Organisation et fonctionnement

- sensibiliser les professionnels au contact des jeunes enfants aux risques encourus lors d'une vague de chaleur, au repérage des troubles pouvant survenir, aux mesures de prévention et de signalement à mettre en œuvre ;
- adapter les activités et les sorties (horaires aux températures les plus fraîches et privilégier les lieux ombragés, rafraîchis) ;
- veiller à la préparation de l'approvisionnement en eau et le renforcement de la distribution ;
- veiller aux conditions de stockage des aliments et au respect de la chaîne du froid.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

Consulter régulièrement les prévisions météorologiques afin d'anticiper la mise en œuvre des mesures.

En situation de gestion

- protéger les façades et les fenêtres exposées au soleil (fermer les volets ou stores, rendre les surfaces opaques ou réfléchissantes) ;
- fermer les volets et les rideaux des façades les plus exposées au soleil durant toute la journée (notamment si la température extérieure est supérieure à la température intérieure) ;
- vérifier la température des pièces et avoir une solution de repli dans un endroit plus frais ;
- mettre à l'ombre les enfants - éviter les expositions prolongées au soleil ;
- adapter les activités et des sorties à l'extérieur (horaires aux températures les plus fraîches et privilégier les lieux ombragés, rafraîchis) ;
- adapter les activités (jeux d'eau, pataugeoires, etc.) ;
- limiter / interdire les efforts intenses, les activités sportives ;
- rafraîchir les enfants et les nourrissons : utilisation de brumisateurs, protection du corps par des vêtements clairs pour éviter l'exposition solaire directe de la peau et du cuir chevelu ;
- application de crèmes solaires ;
- arroser les cours ou les préaux ;
- mettre en dortoirs climatisés les enfants en bas âge ;
- inciter les enfants à boire régulièrement (toutes les heures) ;
- adapter les menus (privilégier les fruits frais ou en compotes, les légumes verts, yaourts ou fromages blancs) ;
- sensibiliser les parents le soir lorsqu'ils viennent chercher leurs enfants.

Levée d'alerte

- réceptionner l'information sur la fin de la vague de chaleur et la diffuser auprès de ses services ;
- établir une synthèse de la gestion de l'évènement et des mesures prises et la transmettre à la DSDEN.

Retex

Procéder à l'analyse de la gestion de l'évènement par ses services, en tirer les conséquences pour apporter les améliorations nécessaires au plan de gestion interne des vagues de chaleur.

Elles appuient les autorités locales sur le terrain pour assister les personnes âgées, les personnes en situation de handicap, les personnes sans domicile ou en situation de précarité et toute personne vulnérable. Les associations nationales sont sensibilisées à la nécessité de mobiliser leurs réseaux, notamment de bénévoles dont le rôle et les missions sont essentiels pour relayer les actions d'information et de protection des personnes fragiles : associations agréées de sécurité civile (AASC), réseaux de visiteurs bénévoles, Petits frères des pauvres, France Bénévolat, etc.

En préparation

- mettre à jour les procédures de gestion de crise ;
- recenser et rassembler les moyens spécifiques en fonction de l'évènement ;
- faire appel aux jeunes exerçant des missions de Service Civique dans le domaine de la santé et de la solidarité (information auprès du grand public, sensibilisation, contribution à l'action des structures travaillant dans le cadre de la politique de la ville tels les ateliers santé ville...) ;
- contribuer à l'identification des personnes vulnérables en les encourageant à s'inscrire auprès des communes ou CCAS (chargés d'assurer le recensement des personnes isolées), en fonction des besoins locaux.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

Consulter régulièrement les prévisions météorologiques afin d'anticiper la mise en œuvre des mesures.

En situation de gestion, selon leurs prérogatives

- surveiller les indicateurs et informer le préfet de la réalisation de leurs missions, ainsi que de toute activité anormale ;
- mettre à disposition des moyens matériels ou des équipes selon les besoins locaux, en fonction des indications du préfet / COD ;
- assurer une veille active auprès des personnes vulnérables : personnes âgées accompagnées et celles signalées par les communes, personnes à la rue, vivant en squats et bidonvilles, etc. ;
- aider à la diffusion des recommandations sanitaires, constituer un renfort des cellules d'accueils téléphoniques locales ;
- renforcer les services municipaux pour les contacts téléphoniques, les visites à domicile, la prise en charge des personnes âgées et handicapées vulnérables à domicile ;
- participer au suivi et à l'assistance des personnes sans domicile (maraudes) ;
- aider à l'ouverture de lieux publics rafraîchis ;
- renforcer les accueils d'urgence des hôpitaux ;
- renforcer les équipes du SAMU ou des sapeurs-pompiers ;
- renforcer les personnels des établissements pour personnes âgées, des services à domicile ou des centres d'hébergement d'urgence sociale, pour le transport des personnes ;
- mener des actions de prévention auprès de la population, au travers des dispositifs de secours sur les manifestations sportives ou culturelles ;
- aider pour assurer une distribution d'eau dans les lieux à forte densité de population en lien avec les collectivités ;
- informer les personnes sans abri des points d'eau potable disponibles ;
- aider à la distribution d'eau sur les autoroutes.

Levée d'alerte

Être informées de l'évolution et de la fin de la vague de chaleur et diffuser l'information dans leur organisation propre.

Retex

Procéder à l'analyse de la gestion de l'évènement, en tirer les conséquences pour apporter les améliorations nécessaires à leurs dispositifs.

En préparation : prendre en compte le risque d'exposition à la chaleur dans l'organisation de l'évènement

- établir un protocole de fonctionnement en cas de vague de chaleur :
 - déterminer les conditions de l'annulation (ou le report) de la manifestation en cas de forte chaleur,
 - s'assurer que les personnes participant à la manifestation et les membres de l'équipe l'encadrant connaissent les mesures de prévention,
 - s'assurer de la mise à disposition de stocks de boissons fraîches,
 - mettre en place les mesures de prévention d'une pathologie liée à la chaleur,
 - former l'équipe d'encadrement dans la reconnaissance des signes d'alerte faisant suspecter un coup de chaleur et sa prise en charge.
- s'assurer que ce protocole est accessible, connu et compris par l'ensemble de l'équipe organisatrice ;
- s'assurer que les effectifs en personnels nécessaires à la réalisation de ce protocole seront suffisants pendant la manifestation ;
- s'assurer que le matériel nécessaire à la réalisation de ce protocole sera disponible et opérant pendant la période estivale ;
- afficher les recommandations aux sportifs et au public sur les panneaux ad hoc ;
- contrôler les modalités de mise à disposition de boissons fraîches ;
- étudier l'ensoleillement de la structure et les possibilités de créer des zones d'ombre ;
- étudier et vérifier la fonctionnalité des vestiaires et douches ;
- mettre en place des thermomètres dans les structures.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

Consulter régulièrement les prévisions météorologiques afin d'anticiper la mise en œuvre des mesures.

En situation de gestion

- mettre en œuvre les dispositions du protocole ;
- à l'occasion des manifestations sportives, assurer la diffusion d'informations préventives (public et participants) ;
- informer l'encadrement médical et paramédical des compétiteurs ;
- suivre et faire remonter tout évènement anormal au préfet de département.

Levée d'alerte

Être informées de l'évolution et de la fin de la vague de chaleur et diffuser l'information dans leur organisation propre.

Retex

Procéder à l'analyse de la gestion de l'évènement, en tirer les conséquences pour apporter les améliorations nécessaires à leurs dispositifs.

Conformément au code du travail, « l'employeur est tenu de prendre les mesures nécessaires pour assurer la sécurité et protéger la santé physique et mentale de tous les travailleurs ». Dans ce cadre, tout employeur doit être conscient des risques qu'une chaleur extrême peut avoir sur ses employés : un risque d'épuisement et/ou de déshydratation, et un risque de coup de chaleur.

Ce risque doit être pris en considération dans le cadre de l'évaluation des risques (actualisation du document unique, DUER) et se traduire par un plan d'actions prévoyant des mesures correctives possibles en application du décret n° 2008-1382 du 19 décembre 2008, relatif à la protection des travailleurs exposés à des conditions climatiques particulières (article R. 4121-1 du code du travail).

En préparation

- veiller à l'élaboration et à l'actualisation du document unique d'évaluation des risques et du plan de gestion interne des vagues de chaleur le cas échéant ;
- désigner un responsable de la préparation et de la gestion ;
- recenser les postes de travail les plus exposés à une source de chaleur importante ;
- informer les salariés des risques, des moyens de prévention ainsi que des signes et symptômes du coup de chaleur ;
- mettre à disposition des salariés des locaux ventilés, de l'eau potable et fraîche, et ce, gratuitement (article R. 4225-2 du code du travail) ;
- vérifier que les adaptations techniques pertinentes (stores, aération...) permettant de limiter les effets de la chaleur ont été mises en place et sont fonctionnelles : dans les locaux fermés où les salariés sont amenés à séjourner, l'air doit être renouvelé (article R. 4222-1 du code du travail).

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

Consulter régulièrement les prévisions météorologiques afin d'anticiper au mieux voire de réaménager l'activité, notamment si elle doit avoir lieu en plein air et comporte une charge physique.

En situation de gestion

- mettre en place une organisation et des moyens adaptés (mesures de limitation de ces expositions (ex. horaires décalés, pauses plus fréquentes...)) ;
- mettre à disposition des salariés « de l'eau potable et fraîche pour la boisson » (article R. 4225-2 du code du travail) ;
- aménager les horaires de travail, augmenter la fréquence des pauses, reporter les tâches physiques éprouvantes, informer les salariés sur les risques encourus (fatigue, maux de tête, vertige, crampes, pouvant entraîner des conséquences graves comme des coups de chaleur ou une déshydratation) ;
- s'assurer que le port des protections individuelles est compatible avec les fortes chaleurs ;
- procéder au contrôle du bon renouvellement de l'air dans les locaux fermés où le personnel est amené à séjourner (article R. 4222-1 du code du travail) ;
- faire remonter toute situation anormale potentiellement en lien avec la chaleur à l'inspection du travail ;
- surveiller la température des locaux ;
- mettre à disposition des moyens de protection et/ou de rafraîchissement : ventilateurs, brumisateurs, humidificateurs ;
- adapter les horaires de travail dans la mesure du possible en fonction des heures les plus chaudes, et privilégier le télétravail lorsque cela est possible ;
- organiser des pauses supplémentaires ou plus longues aux heures les plus chaudes.

Dispositions particulières pour les travailleurs en extérieur, dont BTP :

- aménager les postes de façon à ce que les travailleurs soient protégés, dans la mesure du possible (article R. 4225-1 du code du travail) ;
- prévoir un local permettant l'accueil des travailleurs dans des conditions préservant leur sécurité et leur santé. À défaut d'un tel local, des aménagements de chantier sont nécessaires afin de permettre la protection de la santé et de la sécurité des travailleurs dans des conditions équivalentes (article R. 4534-142-1 du code du travail) ;
- mettre à la disposition des travailleurs au moins 3 litres d'eau par personne et par jour (article R. 4534-143 du code du travail).

Levée d'alerte

Être informés de l'évolution et de la fin de la vague de chaleur et diffuser l'information dans leur organisation propre.

Retex

Procéder à l'analyse de la gestion de l'évènement et en tirer les conséquences pour apporter les améliorations nécessaires à leurs dispositifs.

En préparation

- veiller à l'élaboration et l'actualisation d'un plan de gestion interne des vagues de chaleur (modalités de mise en œuvre des mesures, ressources nécessaires, etc.) ;
- désigner un responsable de la préparation et de la gestion ;
- veiller à la formation et la sensibilisation de son personnel à la prévention des risques et à la reconnaissance des signes d'alerte.

Concrètement, le plan de gestion interne doit permettre de :

- déterminer les supports, voies et modalités de diffusion des recommandations sanitaires aux personnes accueillies, tout en prenant compte des problématiques spécifiques (addictions, etc.) ;
- s'assurer de l'opérationnalité des moyens matériels disponibles (système fixe de rafraîchissement de l'air, locaux ou pièces rafraîchies, appareils mobiles autonomes, accès facilité aux salles d'eau dans la journée, etc.) ;
- surveiller l'hydratation des personnes hébergées ;
- étudier et préparer les possibilités éventuelles d'accueil de jour ou temporaire, ainsi que l'accueil de quelques heures de personnes vulnérables non hébergées dans la structure ;
- envisager la non occupation temporaire de certaines pièces de la structure très exposées à la chaleur, et en conséquence, organiser le redéploiement dans la structure des personnes qui y seraient hébergées.

Lors de la période de veille saisonnière (du 1^{er} juin au 15 septembre de chaque année)

- informer ses services de l'entrée en veille saisonnière ;
- s'assurer de l'effectivité des mesures prévues dans le cadre de son plan de gestion interne ;
- diffuser les recommandations sanitaires auprès des personnes hébergées ;
- assurer le suivi de la température à l'intérieur de l'établissement.

En situation de gestion

- informer ses services et personnels de l'arrivée d'une vague de chaleur ;
- mettre en œuvre les dispositions prévues dans le cadre de son dispositif de gestion interne des vagues de chaleur, de façon graduée et adaptée à la situation ;
- tenir la DDETS informée des mesures mises en œuvre et de l'évolution de la situation ;
- informer la DDETS en cas de situation inhabituelle (éventuelle augmentation importante des transferts vers les services d'urgences, un renfort en personnel, etc.).

Levée d'alerte

Réceptionner l'information sur la fin de la vague de chaleur et la diffuser auprès de ses services ;

Retex

Procéder à l'analyse de la gestion de l'évènement par ses services et en tirer les conséquences pour apporter les améliorations nécessaires à son dispositif de gestion interne des vagues de chaleur.

Vigilance rouge – canicule extrême

Destinataires : directeurs et responsables d'établissements, IEN, maires, IA-DASEN, préfets.

Contexte

Les enfants représentent une population vulnérable à la chaleur, a fortiori lorsqu'elle devient extrême. Le placement d'un département en vigilance météorologique rouge canicule doit conduire les décideurs locaux à évaluer la situation et l'opportunité de fermer temporairement les classes et l'accueil des enfants, notamment dans les écoles primaires.

La présente fiche a pour objet de fournir à ces décideurs locaux (maires, IEN, IA-DASEN et préfets) des éléments d'appréciation leur permettant d'objectiver leurs décisions relatives à la fermeture temporaire des écoles primaires.

Un guide des bonnes pratiques présentant des actions pragmatiques et réalisables par les collectivités territoriales sans investissement financier massif et visant à réduire l'impact potentiel des vagues de chaleur sera publié en mai 2022.

Éléments d'aide à la décision

La décision éventuelle de fermeture d'une école repose sur l'appréciation des conditions d'accueil des enfants par les inspecteurs de circonscription. Ces critères d'appréciation feront l'objet d'une concertation des collectivités territoriales.

Considérations spécifiques :

- présence de dispositifs occultant ou de protection des façades ;
- présence de moyens de climatisation, fixes ou mobiles, en nombre suffisant et en état de marche, ou de systèmes de ventilation permettant un renouvellement d'air nocturne ;
- présence d'espaces ombragés dans l'enceinte de l'école ;
- accès à des points d'eau potable ou mise à disposition d'eaux embouteillées ;
- le nombre de jours en vigilance canicule rouge.

Éléments de contexte :

- présence de vent ;
- actions spécifiques visant à diminuer la température des bâtiments (arrosage par exemple)

Procédure d'évaluation et de décision

Les inspecteurs de l'éducation nationale, en lien avec les maires, sont chargés d'évaluer la situation locale de chacune des écoles situées dans les départements concernés par une vigilance météorologique rouge pour apprécier les conditions d'accueil des enfants, en s'appuyant notamment sur les éléments d'aide à la décision exposés ci-dessus. Ils consignent leur évaluation dans une note ou un rapport qu'ils adressent immédiatement à l'IA-DASEN.

Dès lors qu'il ressort de la note ou du rapport dressé par l'inspecteur d'académie que les conditions d'accueil des enfants dans l'école ne sont pas satisfaisantes, les décideurs locaux prennent la décision de fermer temporairement l'école.

Vigilance rouge – canicule extrême

Destinataires : organisateurs de manifestations sportives, maires, préfets.

Contexte

Le placement d'un département en vigilance météorologique rouge pour canicule doit conduire les décideurs locaux à évaluer la situation et l'opportunité de reporter ou annuler temporairement les manifestations sportives, dans l'hypothèse où la mise en œuvre des actions visant à réduire l'impact des vagues de chaleur se révèle insuffisante.

La présente fiche a pour objet de fournir à ces décideurs locaux (organisateur de manifestations sportives, préfets, communes) des éléments d'appréciation leur permettant d'objectiver leurs décisions quant au report ou l'annulation temporaire des manifestations sportives, à l'exclusion des aspects liés à la sécurisation des manifestations.

Éléments d'aide à la décision

La décision d'annulation ou de report des manifestations sportives repose sur un certain nombre de critères : conditions d'accueil des sportifs et déroulement des épreuves.

Nature de la discipline sportive :

- intensité et durée de l'effort ;
- source de chaleur surajoutée : équipements individuels obligatoires (ex : combinaison), moteur (ex : sports mécaniques)

Condition de déroulement de la manifestation :

- milieu intérieur ou extérieur :
 - en intérieur : locaux ventilés ou climatisés ;
 - en extérieur : présence ou non de zones ombragées pour les sportifs et/ou le public.
- milieu d'évolution (ex : aquatique) ;
- présence ou non de spectateurs ;
- nombre de participants et de spectateurs ;
- adéquation des équipes de secours ;
- mise en place effective des mesures de prévention :
 - rafraîchissement pour les sportifs : douche, brumisateur, etc. ;
 - mesures d'hydratation pour les sportifs et le public : accès à des points d'eau potable ou mise à disposition d'eaux embouteillées ;
 - adaptation des règles sportives : diminution des distances et des temps de pratique, modification de parcours, mise en place de pauses en vue de la réhydratation ;
 - décalage de l'horaire à une période moins chaude de la journée (début de matinée ou en soirée)

Qualité des participants

Sportifs très entraînés (professionnels ou de haut niveau) ou sportifs occasionnels.

Éléments de contexte

- présence de vent, risque d'orage, etc. ;
- détermination de l'indice WBGT : indice estimant les effets de la température, de l'humidité, et du rayonnement solaire sur l'homme, utilisé en hygiène industrielle, par les athlètes et les militaires pour déterminer les niveaux d'exposition à des températures élevées. Cf. fiche technique II-2-1 du Haut conseil de santé publique : http://www.hcsp.fr/Explore.cgi/Telecharger?NomFichier=hcspr20140415_recosanitplannationcanicule2014.pdf

Procédure d'évaluation et de décision

Les organisateurs de la manifestation sportive sont chargés d'évaluer la situation locale, en lien éventuellement avec les collectivités territoriales et les services déconcentrés de l'Etat, afin d'apprécier les conditions de déroulement de la manifestation sportive, en s'appuyant notamment sur les éléments d'aide à la décision exposés ci-dessus.

Dès lors qu'il ressort de cette analyse que les conditions de déroulement de la manifestation sportive ne sont pas satisfaisantes, les décideurs locaux prennent la décision :

- de décaler l'horaire de la manifestation à une période moins chaude de la journée (début de matinée ou en soirée,)
- ou de réduire le nombre d'épreuves ou le parcours ;
- voire d'interdire, d'annuler ou de reporter la manifestation sportive à une date ultérieure.

Ils en informent le préfet du département concerné.

Vigilance rouge – canicule extrême

Destinataires : organisateurs des accueils collectifs de mineurs prévus à l'article L.227-4 du code de l'action sociale et des familles, préfets, IA-DASEN.

Contexte

Les enfants représentent une population vulnérable à la chaleur, à fortiori lorsque celle-ci devient extrême.

Le placement d'un département en vigilance météorologique rouge canicule doit conduire les décideurs locaux à évaluer la situation et l'opportunité de suspendre temporairement les accueils collectifs de mineurs définis à l'article R.227-1 du code de l'action sociale et des familles, notamment ceux accueillant des mineurs de moins de 11 ans (accueils sans hébergement, accueils avec hébergement et accueils de scoutisme avec et sans hébergement).

La présente fiche a pour objet de fournir aux décideurs locaux (organisateur d'accueils collectifs de mineurs, IA-DASEN en lien avec les préfets) des éléments d'appréciation leur permettant d'objectiver leurs décisions relatives à la suspension temporaire des accueils précités.

Éléments d'aide à la décision

La décision éventuelle de suspendre un accueil collectif de mineurs repose sur l'appréciation des conditions d'accueil des enfants par les organisateurs et les services de l'IA-DASEN en lien avec le préfet. Ces critères d'appréciation feront l'objet d'une concertation des organisateurs d'accueils notamment les collectivités territoriales.

Considérations spécifiques au local ou lieu accueillant les mineurs

- présence de dispositifs occultant ou de protection des façades ;
- présence de moyens de climatisation, fixes ou mobiles, en nombre suffisant et en état de marche, ou de systèmes de ventilation permettant un renouvellement d'air nocturne ;
- hébergement sous tente ou dans des habitats de loisirs (chalets, bungalow, yourtes, roulottes) ;
- présence d'espaces ombragés dans l'enceinte du lieu d'accueil ;
- accès à des points d'eau potable ou mise à disposition d'eaux embouteillées ;
- nombre de jours en vigilance canicule rouge.

Éléments de contexte

- présence de vent ;
- actions spécifiques visant à diminuer la température des bâtiments (arrosage par exemple).

Procédure d'évaluation et de décision

Les organisateurs sont chargés d'évaluer la situation locale, en lien avec le préfet, les services déconcentrés de l'État et les collectivités territoriales, des accueils se déroulant dans les départements concernés par une vigilance météorologique rouge. Ils apprécient les conditions d'accueil des enfants, en s'appuyant notamment sur les éléments d'aide à la décision exposés ci-dessus.

Dès lors qu'il ressort de cette analyse que les conditions d'accueil des enfants ne sont pas satisfaisantes, les décideurs locaux prennent la décision d'interrompre l'accueil. Ils en informent le préfet du département concerné. Dans les conditions mentionnées à l'article L.227-11 du code de l'action sociale et des familles, ce dernier peut, le cas échéant, interrompre les accueils concernés.